

Accusé de réception en préfecture : 006-220600019-20230120-lmc127251-DE-1-1

Date de télétransmission : 24 janvier 2023

Date de réception : 24 janvier 2023

DEPARTEMENT
des
ALPES-MARITIMES

République Française

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 20 JANVIER 2023

DELIBERATION N° 4

AFFAIRES FINANCIÈRES DIVERSES

⌘⌘⌘⌘

Le Conseil départemental,

Vu le code général des collectivités territoriales dans ses 1ère et 3ème parties ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le décret d'application du 31 décembre 2021 de la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu la délibération prise le 6 novembre 2006 par l'assemblée départementale adoptant la nouvelle architecture budgétaire et comptable du Département, ainsi que les délibérations successives la complétant ;

Considérant qu'il convient de modifier les dénominations des programmes budgétaires E12 « Patrimoine » et E13 « Subventions culturelles » relevant de la politique Culture ;

Vu le code des transports ;

Vu la délibération prise le 8 décembre 2017 par l'assemblée départementale portant création de la régie à simple autonomie financière des ports de Villefranche-sur-Mer, et adoptant les statuts de la régie et son règlement intérieur ;

Vu les délibérations prises les 30 novembre 2018, 13 décembre 2019, 6 novembre 2020 et 15 novembre 2021 par la commission permanente actualisant le règlement intérieur et le recueil des tarifs des ports de Villefranche-sur-Mer ;

Considérant la nécessité de procéder à une augmentation de 15 % des tarifs portuaires du port de la Santé afin de les mettre en cohérence avec les tarifs du port de la Darse, afin d'assurer l'équité de traitement des usagers des deux ports ;

Vu les avis favorables émis le 10 septembre 2021 et renouvelés le 24 juin 2022 par les instances portuaires ;

Vu les demandes du Payeur départemental des 10 novembre et 6 décembre 2022 concernant l'apurement des créances les plus anciennes, destiné à améliorer la sincérité et la fiabilité des comptes, et ses propositions d'annulation desdites créances éteintes ;

Vu la loi n°95-116 du 4 février 1995 portant diverses dispositions d'ordre social et notamment l'article 51 modifiant l'article 32 de la loi n°92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, précisant que les pensions de retraite déjà liquidées et les droits acquis avant la date d'effet de la loi des élus départementaux continuent d'être honorés par les organismes auprès desquels ils ont été constitués, les charges correspondantes étant couvertes, le cas échéant, par une subvention d'équilibre versée par la collectivité concernée ;

Considérant qu'il est proposé d'attribuer une subvention d'équilibre d'un montant prévisionnel de 304 000 € à l'Association de prévoyance des conseillers généraux pour l'année 2023 ;

Vu la délibération prise le 23 mai 2022 par la commission permanente approuvant l'acquisition auprès de la commune de Saint-Martin-Vésubie d'un terrain pour la construction d'une nouvelle gendarmerie sur le territoire de cette commune, pour le prix de 250 000 € ;

Considérant que cette délibération précisait qu'il s'agissait de l'acquisition d'un terrain à bâtir afin de le donner à bail à construction à l'Etat pour la construction d'une gendarmerie, et que les conditions du bail feront l'objet d'une délibération du Département lors de l'une de ses prochaines réunions ;

Considérant que, compte tenu de la durée de ce bail souhaitée par l'Etat et de son

investissement, l'Etat a sollicité le Département pour une cession dudit terrain pour un euro ;

Vu les demandes du Payeur départemental des 30 septembre 2014 et 22 juin 2022 concernant des prêts étudiants ;

Considérant l'ancienneté de dossiers de prêts « Ambition 06 » attribués aux étudiants et l'impossibilité de récupérer les sommes dues, il est proposé une remise gracieuse pour le montant total desdits prêts ;

Vu la convention du 31 décembre 1999 relative au financement de l'association du Comité des œuvres sociales (COS) et ses avenants ;

Vu la convention du 24 janvier 2012 réglant les conditions de la participation du Département au fonctionnement de l'association Département union club (DUC) et ses avenants ;

Vu la convention du 19 février 2018 relative au financement de l'association du Restaurant inter-administratif du CADAM (RIA) et ses avenants ;

Vu la délibération prise le 18 décembre 2020 par l'assemblée départementale approuvant le projet de restructuration de l'offre du Foyer de l'enfance des Alpes- Maritimes (FEAM) ainsi que la reprise de son patrimoine immobilier par le Département dans le but de disposer des moyens de conduire une stratégie patrimoniale optimisée ;

Vu la délibération prise le 16 avril 2021 par la commission permanente donnant un avis favorable à l'acquisition et la cession de bail emphytéotique des villas du FEAM suivantes :

- Villa Beluga à Antibes : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;
- Villa Clair Castel à Antibes : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;
- Villa Les Corallines à Cagnes-sur-Mer : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;
- Villa La Couronne d'Or à Cannes : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes- Maritimes ;
- des bureaux et un appartement à Nice : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;
- Villa Virginie à Nice : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;
- Villa Robini à Nice : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;
- Villa Alta Riba à Nice : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;
- Villa Buenos Ayres à Nice : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;

- Villa la Palombière à Nice : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;
- Villa La Parenthèse à La Trinité : cession à l'euro symbolique au Département du bail emphytéotique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;
- Villa La Poulido à Vence : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;
- un ensemble immobilier à Vence : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;

Vu les actes de ventes signés le 21 octobre 2022, avec un transfert de propriété à cette date pour la villa Robini et le 22 décembre 2021 avec un transfert de propriété au 1^{er} janvier 2022 pour les douze autres biens ;

Considérant que le Département et le Foyer de l'enfance ont rencontré plusieurs difficultés dans la mise en œuvre comptable de ce dossier complexe ; si les biens ont été acquis en 2022, les cessions comptables n'ont toujours pas été réalisées ;

Considérant que le Département étant seul financeur du FEAM, ce dernier enregistre, suite à ces ventes, une moins-value comptable ;

Considérant qu'afin de ne pas grever les finances du FEAM, il a été décidé, avec l'accord de la Direction départementale des finances publiques (DDFIP), de conclure un protocole transactionnel ayant pour but de fixer la somme venant compenser la moins-value comptable ;

Vu le rapport de son président proposant :

- d'approuver le changement de dénomination des programmes budgétaires E12 "Patrimoine" et E13 "Subventions culturelles" ;
- d'approuver la modification des tarifs 2023 de la régie des ports de Villefranche-sur-Mer ;
- d'approuver, conformément aux dispositions de la M52, l'annulation de créances éteintes, sur proposition du comptable public, du budget principal ;
- l'octroi d'une subvention d'équilibre à l'Association de prévoyance des conseillers généraux ;
- d'approuver la cession d'un terrain à Saint-Martin-Vésubie pour la construction d'une gendarmerie et la modification de la délibération prise le 23 mai 2022 par la commission permanente y afférent ;
- d'accorder la remise gracieuse concernant des prêts étudiants ;
- d'approuver l'octroi de subventions en faveur du COS, du DUC et du RIA ;
- d'approuver, dans le cadre du rachat par le Département du patrimoine du FEAM :
 - * la signature d'un protocole transactionnel ayant pour objet de régler les problématiques d'inscriptions comptables liées au transfert de patrimoine ;
 - * la rectification de 12 actes de vente et d'une cession de bail emphytéotique ;

Après avoir recueilli l'avis favorable de la commission Finances, interventions financières, administration générale et SDIS ;

Après en avoir délibéré ;

Décide :

1°) Concernant le changement de dénomination des programmes budgétaires E12 et E13 du budget principal :

➤ de prendre acte que :

Au sein de la politique "Culture" :

- le programme E12 anciennement intitulé « Patrimoine » se dénommera "Espaces culturels et patrimoniaux" et regroupera la totalité des dépenses de fonctionnement et d'investissement ainsi que les recettes liées à l'entretien, l'équipement des lieux culturels départementaux ainsi que les frais générés par l'organisation de manifestations culturelles ;
- le programme E13 anciennement intitulé « Subventions culturelles » se dénommera "Subventions et partenariats culturels" et regroupera l'intégralité des subventions et des partenariats ayant trait aux différents domaines culturels ;

2°) Concernant l'actualisation des tarifs de la régie des ports départementaux de Villefranche-sur-Mer :

- d'approuver l'actualisation du recueil des tarifs pour 2023 de la régie des ports départementaux de Villefranche-Santé et Villefranche-Darse, dont le projet est joint en annexe, prenant en compte l'augmentation de 15 % des tarifs du port de la Santé, conformément aux décisions des instances portuaires ;

3°) Concernant les créances éteintes :

- d'approuver l'annulation de créances éteintes, proposées par le comptable public, concernant des personnes en rétablissement personnel, pour un montant total de 13 416,45 €, dont le détail figure en annexe, la situation financière très dégradée de ces redevables ne permettant aucun plan de redressement, le jugement de rétablissement personnel efface les dettes de ces particuliers ;
- de prendre acte que l'annulation de ces créances éteintes feront l'objet d'un

mandat au chapitre 930, programme « Autres opérations financières » du budget départemental ;

4°) Concernant l'octroi d'une subvention d'équilibre à l'Association de prévoyance des conseillers généraux :

- de fixer le montant prévisionnel de la subvention d'équilibre à verser à l'Association de prévoyance des conseillers généraux à 304 000 € pour le paiement des retraites de ses membres au titre de l'année 2023 ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, la convention, dont le projet est joint en annexe, à intervenir avec l'Association de prévoyance des conseillers généraux, arrêtant le montant prévisionnel de la subvention d'équilibre à 304 000 € et fixant les modalités financières de cette participation pour l'exercice 2023 : le versement d'un acompte de 274 000 € en début d'exercice et le solde, qui sera ajusté par avenant aux besoins réels de l'association, au cours du 4ème trimestre ;
- de prélever les crédits nécessaires sur les disponibilités du chapitre 935, programme « Autres actions de solidarité territoriale » du budget départemental ;

5°) Concernant la cession du terrain à Saint-Martin-Vésubie pour la construction d'une gendarmerie et la modification de la délibération du 23 mai 2022 y afférent :

- de modifier les termes de la délibération prise le 23 mai 2022 par la commission permanente approuvant les conditions particulières liées à l'acquisition auprès de la commune de Saint-Martin-Vésubie d'une emprise de 2 800 m² à distraire de la parcelle cadastrée AH n°741 à Saint-Martin-Vésubie, pour le prix de 250 000 €, en précisant que la mise à disposition de l'Etat se fera non pas à travers d'un bail à construction mais d'une cession ;
- de donner un avis favorable à la vente au bénéfice de l'Etat de la parcelle concernée désormais cadastrée AH n°780, pour 2 800 m², pour le prix d'un euro, compte tenu du projet d'intérêt général que revêt la construction d'une nouvelle gendarmerie à Saint-Martin-Vésubie ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, les actes correspondants et tous documents y afférents ;
- d'imputer la recette correspondante sur le programme « Bâtiments siège et autres » du budget départemental ;

6°) Concernant la remise gracieuse de prêts étudiants :

- d'accorder la remise gracieuse, pour un montant total de 526 729,76 € concernant des prêts anciens et n'ayant pas fait l'objet d'un remboursement, et dont le détail figure en annexe ;
- de prendre acte que cette remise gracieuse fera l'objet d'un mandat au compte 6745 et un titre au compte 2744 du montant total de ces prêts sur le budget principal ;

7°) Concernant les actions en faveur du personnel :

- d'approuver le maintien des avantages sociaux attribués aux agents départementaux et notamment l'octroi de subventions, au titre de l'année 2023, aux associations du personnel mentionnées ci-après :
 - 2 310 503 € pour le Comité des œuvres sociales (COS) ;
 - 140 000 € pour le Département union club (DUC) ;
 - 313 477 € pour le Restaurant inter-administratif (RIA) ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, les avenants correspondants, pour l'année 2023, à intervenir avec les associations du personnel précitées, et dont les projets sont joints en annexe ;
- de prendre acte que les crédits nécessaires seront prélevés sur les disponibilités du chapitre 930, programme « Autres actions en faveur du personnel » du budget départemental ;

8°) Concernant la signature d'un protocole transactionnel avec le FEAM, la rectification de 12 actes de vente et d'une cession de bail emphytéotique :

- d'approuver les termes du protocole transactionnel à intervenir avec le Foyer de l'enfance des Alpes-Maritimes destiné à régulariser une opération comptable afin de compenser une moins-value consécutive à la cession par le Foyer de l'enfance au Département de l'ensemble de son patrimoine ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, le protocole transactionnel avec le Foyer de l'enfance des Alpes-Maritimes, dont le projet est joint en annexe ;
- d'approuver la rectification des douze actes d'acquisition et d'un acte de cession de bail emphytéotique transférant le patrimoine du Foyer de l'enfance des Alpes-Maritimes au Département afin d'y indiquer la valeur nette de sortie de ces biens, conformément aux termes de ce protocole ;

- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, les actes correspondants et tous documents y afférents.

9°) De prendre acte que MM ASSO et GINESY se déportent.

Signé

Charles Ange GINESY
Président du Conseil départemental



**Régie des ports départementaux de
Villefranche-Santé & Villefranche-Darse**

**TARIFS 2023
ET CONDITIONS D'APPLICATION**

GENERALITES

Modes de règlement :

Les règlements peuvent s'effectuer :

- Par chèque bancaire ou postal (sauf émis hors de France) libellé au nom de : « REGIE DES PORTS DE VILLEFRANCHE SUR MER ».
- Par carte bancaire.
- Par virement bancaire (*pour les virements bancaires provenant hors France, les usagers sont tenus de stipuler « Frais à la charge de l'émetteur »*) en mentionnant le nom du navire concerné par la redevance, sans cette mention les virements seront rejetés.
- Par paiement en ligne.
- Par versement en espèces en euros dans les limites de 300 euros par dossier.

Aucun escompte pour règlement anticipé n'est accordé.

Le bénéficiaire s'engage à verser la totalité de la somme facturée mentionnée sur la facture proforma.

Les sommes versées au titre des redevances, services et/ou prestations ne sont pas remboursables même en cas de défection ou d'interruption de la propre initiative de l'utilisateur, sauf cas de force majeure, ou cas de figure spécifiquement mentionné par la régie.

Tous les tarifs sont exprimés en TTC (TVA à 20% incluse sauf cas particuliers indiqués le cas échéant).

Recouvrement des factures :

Les redevances sont payables à l'édition de la facture proforma.

En cas de non-paiement, un titre de recette sera émis et le recouvrement de la créance sera effectué par le Trésor Public.

Services accessoires non prévus au présent barème :

En dehors des services et prestations énumérées dans le présent document, la régie pourra percevoir des redevances rémunérant des services accessoires non prévus au présent barème.

REDEVANCES DE STATIONNEMENT A FLOT

Conditions générales

Les tarifs qui suivent concernent le stationnement à flot des navires. Des contrats annuels peuvent être également signés selon les conditions fixées dans le règlement intérieur de la Régie des ports et ses annexes.

Prestations couvertes :

La redevance de stationnement couvre les prestations suivantes :

- Fourniture des moyens et accessoires d'amarrage, tels que chaînes-mères, chaînes-filles, pendilles, etc.;
- Assurance responsabilité civile contre les risques imputables au port ;
- Communication de renseignements météorologiques, nautiques et touristiques aux usagers, notamment par affichage ;
- Accès au réseau wifi ;
- Enlèvement des ordures ménagères et voirie ;
- Éclairage des installations portuaires ;
- Mise à disposition du réseau électrique jusqu'à 16 A ;
- Pour les titulaires de contrats annuels et de passage supérieur à 30 jours (hors yachting) : mise à disposition du réseau d'eau potable ; l'utilisateur du réseau d'eau doit obligatoirement utiliser un robinet à fermeture automatique en bout de tuyau ;
- Accès aux sanitaires (douche et WC) réservés aux plaisanciers ;
- Quote-part des redevances domaniales et taxes équivalentes sur les terre-pleins et plan d'eau mis à disposition ;
- Surveillance nocturne pendant la période estivale.

Prestations non couvertes :

La redevance de stationnement ne couvre pas :

- Le remplacement des moyens et accessoires d'amarrage détériorés ou volés pendant la période de stationnement du navire ;
- Les amarres de quai ;
- Le gardiennage du navire.

Exceptions : le stationnement des navires de sécurité et d'encadrement des sorties des navires des associations nautiques présentes sur le port de la Darse n'est pas soumis à redevance. Il en est de même du navire de remorquage de l'exploitant des slipways. Sous réserve de la conformité de ces navires au règlement particulier de police portuaire et à l'article 7 du règlement intérieur de la Régie des ports.

COMMERCE

| PORT SANTÉ Année 2023 - TARIF COMMERCE MENSUEL | | | | |
|---|---------------------|---------------------|---|--|
| CATÉGORIE | LONG MAX (m) | LARG MAX (m) | HORS SAISON <i>du 01/10 au 30/04</i> | SAISON <i>du 01/05 au 30/09</i> |
| A | Moins de 5,00 | 2,00 | 19,60 € | 39,10 € |
| B | 5,00 à 5,49 | 2,15 | 22,10 € | 44,20 € |
| C | 5,50 à 5,99 | 2,30 | 24,80 € | 49,50 € |
| D | 6,00 à 6,49 | 2,45 | 28,80 € | 57,50 € |
| E | 6,50 à 6,99 | 2,60 | 35,10 € | 70,20 € |
| F | 7,00 à 7,49 | 2,70 | 37,80€ | 75,50 € |
| G | 7,50 à 7,99 | 2,80 | 41,70 € | 83,30 € |
| H | 8,00 à 8,49 | 2,95 | 46,40 € | 92,70 € |
| I | 8,50 à 8,99 | 3,10 | 52,40 € | 104,70 € |
| J | 9,00 à 9,49 | 3,25 | 58,10 € | 116,20 € |
| K | 9,50 à 9,99 | 3,40 | 63,10 € | 126,10 € |
| L | 10,00 à 10,49 | 3,55 | 72,50 € | 144,90 € |
| M | 10,50 à 10,99 | 3,70 | 77,10 € | 154,10 € |
| N | 11,00 à 11,49 | 3,85 | 85,10 € | 170,20 € |
| O | 11,50 à 11,99 | 4,00 | 96,20 € | 192,30 € |
| P | 12,00 à 12,99 | 4,30 | 109,60 € | 219,20 € |
| Q | 13,00 à 13,99 | 4,60 | 118,00 € | 236,00 € |
| R | 14,00 à 15,99 | 4,90 | 137,80 € | 275,60 € |
| S | 16,00 à 17,99 | 5,20 | 161,70 € | 323,40 € |
| T | 18,00 à 23,99 | 6,00 | 232,00 € | 463,90 € |
| U | Sup à 24 | 8,00 | 302,40 € | 604,70€ |

Tarifs applicables aux navires de commerce ou de location bénéficiant d'une AOT délivrée par le port, et appartenant à une société dûment inscrite au registre du commerce pour cette activité.

| PORT DARSE Année 2023 - FORFAIT ANNUEL COMMERCE | | | |
|--|---------------------|---------------------|---------------|
| CATÉGORIE | LONG MAX (m) | LARG MAX (m) | ANNUEL |
| A | 4,99 | 2,00 | 618,00 € |
| BC | 5,99 | 2,30 | 896,10 € |
| DE | 6,99 | 2,60 | 1 277,20 € |
| FG | 7,99 | 2,80 | 1 709,80 € |
| HI | 8,99 | 3,10 | 2 204,20 € |
| JK | 9,99 | 3,40 | 2 729,50 € |
| LM | 10,99 | 3,70 | 3 316,60 € |
| NO | 11,99 | 4,00 | 3 708,00 € |
| P | 12,99 | 4,30 | 4 130,30 € |
| Q | 13,99 | 4,60 | 4 799,80 € |
| R | 15,99 | 4,90 | 5 592,90 € |
| S | 17,99 | 5,20 | 6 787,70 € |
| T1 | 20,99 | 5,60 | 7 714,70 € |
| T2 | 23,99 | 6,00 | 8 394,50 € |

Forfait annuel pour les navires de commerce ayant le port de Villefranche Darse comme port d'attache. Les pêcheurs professionnels, rattachés à la Prud'homie de Villefranche-sur-Mer, en sont exonérés.

Afin de bénéficier de ce tarif, le titulaire du contrat a jusqu'au 30 novembre de l'année en cours N pour régler la redevance. Faute du respect strict de cette condition, le tarif applicable sur l'année entière sera le passage 30 jours, et le titulaire perdra le bénéfice de son contrat pour l'année suivante (N+1).

Ce tarif pourra être maintenu en N+1 à l'utilisateur à condition :

- Que ce soit le titulaire du contrat qui se soit acquitté de l'ensemble des paiements,
- Qu'il ait obtenu de l'autorité portuaire et de l'autorité investie du pouvoir de police portuaire, l'autorisation de reconduite de son contrat,
- Qu'il soit à jour du paiement des redevances afférentes à l'année écoulée.

PASSAGES PLAISANCE

| PORT SANTÉ Année 2023 - TARIFS PASSAGE PLAISANCE / jour | | | | | |
|--|---------------------|---------------------|--|---|-----------------------|
| CATÉGORIE | LONG MAX (m) | LARG MAX (m) | HORS SAISON <i>du 01/10 au 30/04</i> | SAISON <i>du 01/05 au 30/09</i> | FORFAIT ANNUEL |
| A | Moins de 5,00 | 2,00 | 2,90 € | 5,75 € | 219,80 € |
| B | 5,00 à 5,49 | 2,15 | 3,35 € | 6,70 € | 268,30 € |
| C | 5,50 à 5,99 | 2,30 | 3,70 € | 7,40 € | 301,45 € |
| D | 6,00 à 6,49 | 2,45 | 4,40 € | 8,75 € | 363,40 € |
| E | 6,50 à 6,99 | 2,60 | 5,45 € | 10,85 € | 451,65 € |
| F | 7,00 à 7,49 | 2,70 | 5,55 € | 11,05 € | 521,10 € |
| G | 7,50 à 7,99 | 2,80 | 6,25 € | 12,45 € | 638,40 € |
| H | 8,00 à 8,49 | 2,95 | 6,90 € | 13,80 € | 749,95 € |
| I | 8,50 à 8,99 | 3,10 | 8,05 € | 16,10 € | 858,40 € |
| J | 9,00 à 9,45 | 3,25 | 8,75 € | 17,50 € | 1 008,90 € |
| K | 9,50 à 9,99 | 3,40 | 9,55 € | 19,10 € | 1 123,35 € |
| L | 10,00 à 10,49 | 3,55 | 10,70 € | 21,40 € | 1310,00 € |
| M | 10,50 à 10,99 | 3,70 | 11,40 € | 22,80 € | 1 502,25 € |
| N | 11,00 à 11,49 | 3,85 | 12,65 € | 25,30 € | 1 720,90 € |
| O | 11,50 à 1,99 | 4,00 | 14,30 € | 28,55 € | 1 948,35 € |
| P | 12,00 à 12,99 | 4,30 | 16,35 € | 32,70 € | 2 207,45 € |
| Q | 13,00 à 13,99 | 4,60 | 17,50 € | 35,00 € | 2 394,10 € |
| R | 14,00 à 15,99 | 4,90 | 20,05 € | 40,05 € | 2 812,60 € |
| S | 16,00 à 17,99 | 5,20 | 20,50 € | 40,95 € | 3 294,20 € |

Les forfaits annuels ne sont plus attribués au port de la Santé.

Les navires multicoques (catamaran, trimaran...) sont tarifés à la surface occupée « au réel » selon le barème suivant :

| MULTICOQUES | HORS SAISON <i>du 15/10 au 14/04</i> | SAISON <i>du 15/04 au 14/10</i> |
|-----------------------------|---|--|
| Tarif m ² / jour | 0,390 € | 0,780 € |

| PORT DARSE Année 2023 - TARIFS PASSAGE PLAISANCE / jour | | | | | | |
|--|---------------------|---------------------|--|-------------------------------------|---|-------------------------------------|
| DIMENSION | | | HORS SAISON <i>du 01/10 au 30/04</i> | | SAISON <i>du 01/05 au 30/09</i> | |
| CATÉGORIE | LONG MAX (m) | LARG MAX (m) | Base | Préférentiel (30 jours et +) | Base | Préférentiel (30 jours et +) |
| A | 4,99 | 2,00 | 4,00 € | 3,20 € | 7,90 € | 6,30 € |
| BC | 5,99 | 2,30 | 5,50 € | 4,40 € | 10,90 € | 8,70 € |
| DE | 6,99 | 2,60 | 7,20 € | 5,80 € | 14,30 € | 11,50 € |
| FG | 7,99 | 2,80 | 8,80 € | 7,10 € | 17,60 € | 14,10 € |
| HI | 8,99 | 3,10 | 11,00 € | 8,80 € | 21,90 € | 17,60 € |
| JK | 9,99 | 3,40 | 13,30 € | 10,70 € | 26,60 € | 21,30 € |
| LM | 10,99 | 3,70 | 16,00 € | 12,80 € | 31,90 € | 25,50 € |
| NO | 11,99 | 4,00 | 18,80 € | 15,10 € | 37,50 € | 30,00 € |
| P | 12,99 | 4,30 | 21,90 € | 17,60 € | 43,70 € | 35,00 € |
| Q | 13,99 | 4,60 | 25,20 € | 20,20 € | 50,30 € | 40,30 € |
| R | 15,99 | 4,90 | 30,60 € | 24,60 € | 61,20 € | 49,10 € |
| S | 17,99 | 5,20 | 36,60 € | 29,30 € | 73,10 € | 58,60 € |

Les navires multicoques (catamaran, trimaran...) sont tarifés à la surface occupée « au réel » selon le barème suivant :

| MULTICOQUES 2023 | HORS SAISON <i>du 15/10 au 14/04</i> | SAISON <i>du 15/04 au 14/10</i> |
|-----------------------------|---|--|
| Tarif m ² / jour | 0,390 € | 0,780 € |

Pour les tarifs passage de base :

Pour tout séjour facturé en passage de base, la redevance doit être payée d'avance pour la période d'occupation demandée et autorisée. Elle est due intégralement et sans fractionnement. Elle ne fait l'objet d'aucune restitution, déduction ou remboursement, quelle que soit la durée de présence ou le motif d'absence du navire sur le plan d'eau.

Une demande de résiliation présentée par écrit en capitainerie, avec préavis minimum de 72 h avant le début de la période de réservation, donnera lieu à non-facturation de la période considérée.

En application de l'article R 5321-22 du code des transports, les navires affectés à des missions culturelles ou humanitaires ou présentant un intérêt général pour le patrimoine maritime sont exonérés de redevance pour leurs passages d'une durée inférieure à 7 jours.

Des tarifs préférentiels passage consistant en un abattement de 20 % peuvent être consentis, selon les conditions précisées en annexe du règlement intérieur pour tout stationnement d'une durée supérieure à 30 jours.

Pour ces séjours supérieurs à 30 jours, la redevance de stationnement est exigible dans les conditions précisées dans la fiche procédure n° 10 annexée au règlement intérieur.

| Année 2023 - TARIFS YACHTING SANTE ET DARSE / jour | | | | | |
|---|---------------------|---------------------|--|---|---|
| DIMENSION | | | HORS SAISON <i>du 15/10 au 14/04</i> | | SAISON <i>du 15/04 au 14/10</i> |
| CATÉGORIE | LONG MAX (m) | LARG MAX (m) | Base | Préférentiel (30 jours et +) | Base |
| T1 | 20,99 | 5,60 | 46,40 € | 37,10 € | 91,70 € |
| T2 | 23,99 | 6,00 | 56,70 € | 45,40 € | 112,30 € |
| U | 28,99 | 7,00 | 79,40 € | 63,90 € | 158,70 € |
| V | 33,99 | 8,00 | 106,10 € | 84,50 € | 212,20 € |
| W | 38,99 | 9,00 | 137,00 € | 109,20 € | 274,00 € |
| X | 43,99 | 10,00 | 172,10 € | 137,00 € | 343,00 € |

Nota : Les tarifs passage yachting n'incluent pas l'eau et l'électricité qui seront facturés au réel.

LES CONTRATS ANNUELS PLAISANCE

LE CONTRAT ANNUEL ANIMATION :

Les conditions générales et particulières de ce contrat sont décrites dans la fiche-procédure n° 3 « Contrat Annuel Animation ».

Le tarif « Animation » consiste en un abattement de 40% sur la base des tarifs préférentiels au mois.

LE CONTRAT ANNUEL PATRIMOINE -POINTU :

Les conditions générales et particulières de ce contrat sont décrites dans la fiche-procédure n°4 « Contrat Annuel Patrimoine-Pointu ».

Le tarif « Patrimoine – Pointu » consiste en un abattement de 50% sur la base des tarifs préférentiels au mois.

LE CONTRAT ANNUEL BATEAU D'INTÉRÊT PATRIMONIAL (BIP) :

Les conditions générales et particulières de ce contrat sont décrites dans la fiche-procédure n°5 « Contrat Annuel Bateau d'Intérêt Patrimonial ou BIP ».

Le tarif « BIP » – consiste en un abattement lié aux caractéristiques du navire sur la base des tarifs préférentiels au mois.

LE CONTRAT NAVIGATEUR :

Les conditions générales et particulières de ce contrat sont décrites dans la fiche-procédure n°7 « Contrat Annuel Navigateur ».

Les tarifs applicables sont les suivants :

| PORT DARSE Année 2023 – CONTRAT NAVIGATEUR / an | | | | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------------------|-----------------------|
| CATÉGORIE | LONG MAX (m) | LARG MAX (m) | COEFFICIENT D'ABATTEMENT | FORFAIT ANNUEL |
| A | 4,99 | 2,00 | 35 % | 1 016,70 € |
| BC | 5,99 | 2,30 | 30 % | 1 568,70 € |
| DE | 6,99 | 2,60 | 25 % | 2 230,00 € |
| FG | 7,99 | 2,80 | 20 % | 2 903,60 € |
| HI | 8,99 | 3,10 | 15 % | 3 855,30 € |
| JK | 9,99 | 3,40 | 10 % | 4 946,10 € |
| LM | 10,99 | 3,70 | 5 % | 6 270,70 € |
| NO | 11,99 | 4,00 | 5 % | 7 386,20 € |
| P | 12,99 | 4,30 | 5 % | 8 602,60 € |
| Q | 13,99 | 4,60 | 5 % | 9 920,00 € |
| R | 15,99 | 4,90 | 5 % | 12 063,40 € |
| S | 17,99 | 5,20 | 5 % | 14 395,30 € |

LE CONTRAT ANNUEL ANCIEN :

Les conditions générales et particulières de ce contrat sont décrites dans la fiche-procédure n°6 « Contrat Annuel Ancien ».

Les tarifs applicables sont les suivants :

| PORT DARSE Année 2023 - CONTRAT ANNUEL ANCIEN /an | | | |
|--|---------------------|---------------------|-----------------------|
| CATÉGORIE | LONG MAX (m) | LARG MAX (m) | FORFAIT ANNUEL |
| A | 4,99 | 2,00 | 754,00 € |
| BC | 5,99 | 2,30 | 1 047,60 € |
| DE | 6,99 | 2,60 | 1 419,40 € |
| FG | 7,99 | 2,80 | 1 781,90 € |
| HI | 8,99 | 3,10 | 2 249,60 € |
| JK | 9,99 | 3,40 | 2 746,00 € |
| LM | 10,99 | 3,70 | 3 310,50 € |
| NO | 11,99 | 4,00 | 3 833,70 € |
| P | 12,99 | 4,30 | 4 401,20 € |
| Q | 13,99 | 4,60 | 5 088,20 € |
| R | 15,99 | 4,90 | 6 105,90 € |
| S | 17,99 | 5,20 | 7 323,30 € |

ESCALES DE COURTE DURÉE 2023

1. OPERATIONS DES NAVIRES DE PLAISANCE

1.1 TARIFS APPONTEMENT ET PONTON D'ACCUEIL (Villefranche-Santé) :

- 30 minutes gratuites
- Catégories inférieures ou égales à 13 m (« A » à « P ») : forfait de 20,60 €.
- Catégories supérieures à 13 m (« Q » et suivantes) : forfait de 30,90 €.

1.2 TARIFS AUTRES POSTES (Villefranche-Darse et Villefranche-Santé) :

Un navire de passage peut être autorisé, après demande explicite, à effectuer une escale à quai de courte durée

- Escale de moins d'une heure : franchise de redevance. Cette autorisation ne donne pas accès à l'usage des réseaux d'eau et d'électricité.
- Escale d'une heure à moins de quatre heures : abattement de 50% du tarif journalier, Saison ou Hors Saison selon le cas. Cette autorisation ne donne pas accès à l'usage des réseaux d'eau et d'électricité.
- Au-delà de quatre heures, le tarif journalier s'applique.

2. OPÉRATIONS DES ANNEXES DE NAVIRES DE PLAISANCE

Les opérations des annexes ou tenders de navires de plaisance au mouillage forain sont autorisées (appel VHF canal 9 obligatoire) pour toute nécessité de faible importance d'avitaillement ou de dépose de membres d'équipage ou de passagers.

Si cette opération a pour objet :

- de débarquer ou embarquer des passagers commerciaux,
- de débarquer ou embarquer des volumes importants de vivres ou matériels,
- de débarquer des déchets,

il est alors impératif de demander une autorisation préalable à la Capitainerie, en précisant le nombre de passagers et/ou les volumes de matériels ou déchets transbordés. Ces opérations feront, le cas échéant, l'objet d'une facturation.

3. OPERATIONS DES NAVIRES DE COMMERCE OU ANNEXES DES NAVIRES DE COMMERCE

- **Catégories inférieures ou égales à 13 m ("A" jusqu'à "P" incluse) : Au-delà de 30 minutes jusqu'à 12h00 consécutives maximum : 20,60 €**
- **Catégories supérieures à 13 m ("Q" et au-delà) : Au-delà de 30 minutes jusqu'à 12h00 consécutives maximum : 41,20 €**

Pour les navettes commerciales régulières, un tarif unique forfaitaire de 30,00 € par semaine sera appliqué, après accord de la Régie des ports.

TARIFS DIVERS 2023

ASSISTANCE :

| | | |
|--|-----------------------------|---|
| <p>Assistance / Remorquage Les usagers ont la faculté de demander le concours du Service Intervention</p> | <p>67,00 € la ½ heure</p> | <p>Majoration de 50 % après fermeture capitainerie jusqu'à 22h00 et de 6h00 jusqu'à ouverture capitainerie.</p> <p>Majoration de 100% les dimanches, jours fériés et les nuits/semaine de 22h00 à 6h00</p> <p>Toute ½ heure commencée est due.</p> <p>Hors-tarif agent.</p> |
| <p>Pompage eau de mer</p> | <p>64,90 € la ½ journée</p> | <p>Majoration de 50 % après fermeture capitainerie jusqu'à 22h00 et de 6h00 jusqu'à ouverture capitainerie.</p> <p>Majoration de 100% les dimanches, jours fériés et les nuits/semaine de 22h00 à 6h00</p> <p>Toute ½ journée commencée est due.</p> <p>Hors-tarif agent.</p> |
| <p>Mise à disposition de personnel - Tarif agent</p> | <p>53,60 € / heure</p> | <p>Majoration de 50 % après fermeture capitainerie jusqu'à 22h00 et de 6h00 jusqu'à ouverture capitainerie.</p> <p>Majoration de 100% les dimanches, jours fériés et les nuits/semaine de 22h00 à 6h00</p> <p>Toute heure commencée est due.</p> |

Douches avec usage d'un bloc sanitaire

| | |
|---|----------------------------------|
| Douche avec usage d'un bloc sanitaire | Forfait 1,60 € / jour / personne |
| Forfait titulaire d'une AOT sur le port | 103,00 € / an |

Service pour l'enlèvement de déchets

| | |
|--|-------------------------|
| Conteneur 600 litres pour ordures ménagères et déchets divers | 51,50 € / conteneur |
| ½ conteneur (300 litres) pour ordures ménagères et déchets divers | 25,80 € par ½ conteneur |

Mise à disposition de camions bennes et traitement des déchets (hors ordures ménagères). Tarif du prestataire agréé majoré de 10%

RESEAU D'EAU :

Les présentes règles s'appliquent aux usagers de passage inférieur à 30 jours ou venant accomplir un ravitaillement. La fourniture et la mise en place des tuyaux entre les bouches d'eau et le bord sont à la charge des preneurs. Tout utilisateur du réseau d'eau doit obligatoirement disposer d'un robinet à fermeture automatique.

La quantité d'eau délivrée au compteur est comptée par litre (0,004 € / litre soit 4,00 € le m³). La facturation se calcule par tranches de 250 L (1/4 m³).

| | |
|---|---------------|
| Perception minimale (< 250 L) | 1,00 € |
| 250 L à 500 L | 2,00 € |
| 500 L à 750 L | 3,00 € |
| 750 L à 1 000 L | 4,00 € |
| <i>etc.</i> | ... |

RESEAU DE DISTRIBUTION D'ENERGIE :

Tous utilisateurs

Les présentes règles s'appliquent à tous les utilisateurs, qu'ils soient au forfait ou au compteur. La fourniture et la mise en place du câble d'alimentation, conformes aux normes de sécurité en vigueur, sont à la charge du preneur.

Les navires habités sans comptage d'électricité sont soumis à une majoration de 10% de la redevance de stationnement.

Facturation mensuelle

| | |
|--|--------------|
| Raccordement sur bornes de distribution (sur pontons et quais), selon relevé au compteur | 0,26 € / kWh |
| Locaux dans les bâtiments et kiosque, selon relevé au compteur (abonnements tarif C5) | 0,18 € / kWh |
| Restaurant du 1 quai de la Corderie, selon relevé au compteur (abonnement tarif C1-C4) | 0,21 € / kWh |

Au forfait journalier, de 16 à 125 ampères

| | |
|---|---------|
| Forfait journalier PLAISANCE 220 V - 32A | 15,80 € |
| Forfait journalier PLAISANCE 380 V - 32A | 21,10 € |
| Forfait journalier PLAISANCE 380 V - 63A | 31,60 € |
| Forfait journalier PLAISANCE 380 V - 125A | 52,60 € |
| Forfait journalier TRAVAUX 220 V - 32A | 10,60 € |
| Forfait journalier TRAVAUX 380 V - 32A | 15,80 € |
| Forfait journalier TRAVAUX 380 V - 63A | 26,30 € |
| Forfait journalier TRAVAUX 380 V - 125A | 47,30 € |

Forfait raccordement

| | |
|---|--------------------|
| Raccordement - intervention (la demi-heure) | 26,30 € la ½ heure |
|---|--------------------|

Toute ½ heure commencée est due.

Majoration de 50 % après fermeture capitainerie jusqu'à 22h00 et de 6h00 jusqu'à ouverture capitainerie.

Majoration de 100% les dimanche, jours fériés et les nuits/semaine de 22h00 à 6h00

Mise à disposition du chargeur de batterie

| | |
|--|---------|
| Charge dans l'atelier du port - forfait par batterie | 12,40 € |
|--|---------|

Carburants

| | |
|--|----------------|
| Station d'avitaillement (facturation à l'exploitant de la station) | 0,03 € / litre |
| Livraison bord à bord, tout carburant (facturation à l'utilisateur sur présentation de la facture) | 0,02 €/litre |
| Livraison bord à bord, minimum de perception | 10,00 € |

Autres tarifs divers

Mise à disposition de la pompe à eaux noires

| | |
|--|------------------|
| Mise à disposition de la pompe à eaux noires | 2,10 € / ½ heure |
| Volume collecté | 0,60 € / L |

Toute ½ heure commencée est due.

Gratuité pour les navires stationnés à l'année

Boudin absorbant anti-pollution 3 m

| | |
|-------------------------------------|----------|
| Boudin absorbant anti-pollution 3 m | 115,90 € |
|-------------------------------------|----------|

Mise à disposition échafaudage

| | |
|--------------------------------|-------------------------|
| Mise à disposition échafaudage | 5,20 € la demi-journée. |
|--------------------------------|-------------------------|

Fourniture et installation d'une échelle inox

| | |
|---------|----------|
| Forfait | 206,00 € |
|---------|----------|

Mise à disposition du nettoyeur haute pression

| | |
|--|-----------------|
| Mise à disposition du nettoyeur haute pression | 11,40 € / heure |
|--|-----------------|

Toute heure commencée est due.

Nettoyage de l'espace occupé

| | |
|--|---|
| Nettoyage de l'espace occupé | 22,70 € / heure |
| Utilisation de matériels de nettoyage, absorbants ou dépollution | Refacturation au réel + coûts intervention agents |

Toute heure commencée est due.

Dépôt non autorisé de déchets de toute sorte

| | |
|--|--------------------------------|
| Dépôt non autorisé de déchets de toute sorte | 8,80 € / m ² / jour |
| Minimum de perception | 100 € |

Toute journée commencée est due.

Traitement des déchets spécifiques (DIB, DIS ou DDM)

Comme l'eau ou l'électricité, l'enlèvement et le traitement des déchets spécifiques sont facturés selon la production de déchets. Le port fait appel à une société spécifique agréée pour le traitement de ces déchets spécifiques. La dépose de déchets fera l'objet d'un constat spécifique préalable, entre le demandeur et le port. Le tarif est basé sur le barème de la société agréée, majoré de 20%. Dans le cas où cela ne ferait pas l'objet d'une demande préalable la majoration sera de 100%.

Boîtes aux lettres

| | |
|---|--------------------------|
| Boîte aux lettres pour les plaisanciers à l'année | 30,90 € / an |
| Boîte aux lettres – séjour inférieur à un an | 0,30 € / jour |
| Bénéficiaires d'AOT | Inclus dans la redevance |

Liste d'attente – Port de la Darse

| | |
|--|---------|
| Frais d'inscription sur la liste d'attente | 30,90 € |
| Frais de renouvellement | 10,00 € |

PORT DEPARTEMENTAL DE VILLEFRANCHE DARSE - ANNEE 2023
ZONE TECHNIQUE

Préavis

Pour tout mouvement effectué dans la forme de radoub ou sur un slipway, les usagers doivent obtenir 24 heures au moins avant le début des opérations, l'autorisation des Services Portuaires.

De la même manière, la mobilisation des engins de grutage impose un délai de prévenance de de 24 heures. Seuls les cas d'urgence dispensent les usagers de ce délai.

Par mouvement, il faut entendre :

- Pour le bassin de radoub, l'entrée et la sortie du navire,
- Pour les slipways et les grues, le halage et la mise à l'eau du navire, à l'exclusion de toute autre opération effectuée dans le bassin sur les slipways ou par les grues.

GRUES MOBILES

| CATÉGORIE | LONG. MAX (M) | MISE À L'EAU Sans calage | MISE À TERRE Avec calage | MISE SUR REMORQUE Sans calage |
|-----------|---------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------------------------|
| A | 4,99 | 41,00 € | 75,40 € | 41,00 € |
| BC | 5,99 | 49,30 € | 83,70 € | 49,30 € |
| DE | 6,99 | 61,50 € | 95,90 € | 61,50 € |
| FG | 7,99 | 80,70 € | 115,10 € | 80,70 € |
| HI | 8,99 | 96,90 € | 131,30 € | 96,90 € |
| JK | 9,99 | 122,10 € | 179,50 € | 122,10 € |
| LM | 10,99 | 166,00 € | 234,80 € | 166,00 € |
| NO | 11,99 | 205,50 € | 274,30 € | 205,50 € |
| P | 12,99 | 258,90 € | 339,10 € | 258,90 € |
| Q | 13,99 | 301,60 € | 381,90 € | 301,60 € |
| R et + | 14 et + | 344,60 € | 447,80 € | 344,60 € |

Sans déplacement de l'engin hors de l'aire de manœuvre pour l'opération, par opération d'une heure maximum.

Autres opérations de manutention par grue mobile

| | |
|---|-------------------|
| Par opération y compris les immobilisations | 72,10 € / ½ heure |
|---|-------------------|

Toute demi-heure commencée est due.

Utilisation du ber hydraulique

Chaque intervention est décomptée par opération de manutention

| | |
|-----------------|------------------------|
| Ber hydraulique | 185,40 € / manutention |
|-----------------|------------------------|

Location d'un engin de manutention extérieur

Pour les navires dont le poids ou la taille n'est pas adapté aux grues installées sur le port, le port pourra faire appel à un engin de levage adapté, appartenant à une société agréée par elle. La commande d'un engin extérieur fera l'objet d'un contrat spécifique préalable, entre le demandeur et le port. Le tarif de mise à disposition de l'engin est celui de mise à disposition par la société agréée, majoré de 20%.

Location de chariot élévateur de 2,5 tonnes avec chauffeur

| | |
|---------------------|---|
| Location demi-heure | 61,80 € / ½ heure Toute ½ heure commencée est due. |
|---------------------|---|

Annulation tardive

Dans le cas d'une annulation dans les dernières 24h précédant la date de début de la prestation, le tarif des engins réservés est facturé au demandeur.

Prestations en dehors des heures ouvrées

Majoration de 50 % après fermeture capitainerie jusqu'à 22h00 et de 6h00 jusqu'à ouverture capitainerie.

Majoration de 100% les dimanche, jours fériés et les nuits/semaine de 22h00 à 6h00

Pêcheurs professionnels

Les pêcheurs professionnels, rattachés à la Prud'homie de Villefranche-sur-Mer, sont exonérés de redevances concernant le grutage et le calage de leurs navires.

USAGE DES SLIPWAYS

Pour les navires, la longueur à prendre en compte est la longueur Hors Tout. Toute fraction de mètre est comptée pour 1 mètre.

Les opérations de halage et de mise à l'eau des navires comprennent :

- La mise en place sur le berceau,
- La manœuvre proprement dite du berceau,
- L'installation des madriers, arcs-boutants, épontilles nécessaires pour sa stabilité pendant le halage et la mise à l'eau

Les frais de fonctionnement des appareils nécessaires pour la traction des navires, ainsi que les frais de tout le personnel nécessaire à la bonne exécution de ces opérations sont à la charge du gestionnaire.

Toutes les prestations supplémentaires (*équipe de plongée, préparatifs spéciaux, etc.*) nécessitées par les caractéristiques particulières d'un navire sont facturées en sus, après accord entre le gestionnaire et le propriétaire du navire, avant toute intervention.

Les séjours sur les slipways sont décomptés par période de 24 heures, de midi à midi. Toute journée commencée est due.

| USAGE DES SLIPWAYS <i>(tarif « halage et mise à l'eau » + « Stationnement journalier »)</i> | | |
|---|--|--------------------------------------|
| DIMENSIONS NAVIRE | HALAGE ET MISE À L'EAU Tarif / opération | STATIONNEMENT TARIF / jour |
| Longueur inférieure ou égale à 4 mètres | 108,50 € | 4,70 € |
| Longueur inférieure ou égale à 5 mètres | 134,50 € | 4,70 € |
| Longueur inférieure ou égale à 6 mètres | 158,50 € | 6,20 € |
| Longueur inférieure ou égale à 7 mètres | 181,80 € | 8,30 € |
| Longueur inférieure ou égale à 8 mètres | 211,10 € | 10,10 € |
| Longueur inférieure ou égale à 9 mètres | 236,20 € | 12,70 € |
| Longueur inférieure ou égale à 10 mètres | 269,00 € | 15,30 € |
| Longueur inférieure ou égale à 11 mètres | 304,20 € | 18,40 € |
| Longueur inférieure ou égale à 12 mètres | 339,90 € | 21,60 € |
| Longueur inférieure ou égale à 13 mètres | 383,30 € | 25,10 € |
| Longueur inférieure ou égale à 14 mètres | 421,80 € | 28,90 € |
| Longueur inférieure ou égale à 15 mètres | 469,30 € | 32,00 € |
| Longueur inférieure ou égale à 16 mètres | 516,50 € | 35,30 € |
| Au-delà par mètre supplémentaire | 52,20 € | 6,20 € |

UTILISATION DE LA FORME DE RADOUB

Généralités :

La longueur à prendre en compte sera la longueur hors tout du navire.

Le minimum de durée d'occupation facturée sera de 8 jours.

L'utilisation de la forme de radoub fera l'objet d'un accord préalable concernant la durée d'utilisation de la forme. Cet accord précisera le temps accordé et en cas de dépassement de celui-ci.

Les dimanches et jours fériés comptent comme jours d'occupation, qu'ils aient été ou non utilisés pour la visite et les réparations des navires.

Les usagers peuvent travailler la nuit, à la visite et aux réparations des navires à condition d'en informer la Capitainerie, au plus tard au cours de la période de travail de jour immédiatement précédente. Dans ce cas, ils ne sont soumis à aucun supplément de la redevance, s'ils assurent l'éclairage par leurs propres moyens : si l'éclairage est assuré par le port, ils auront à payer cet éclairage aux conditions du tarif.

Conditions de réservation :

Afin de bloquer la période confirmée par la Capitainerie, l'utilisateur fait une demande préalable de stationnement et verse une avance.

Le montant de l'avance correspond à la manœuvre d'entrée et de sortie – partie fixe et partie variable à la longueur du navire.

L'avance devra être obligatoirement réalisée par chèque au nom de la « Régie des ports de Villefranche ».

Si la demande de stationnement intervient au maximum deux mois avant la mise en bassin, l'avance sera directement encaissée par la régie. Dans le cas contraire, l'utilisateur devra annuler sa réservation. Les conditions sont explicitées ci-après.

Conditions d'annulation :

En cas d'annulation après J-60 de la réservation par l'utilisateur, obligatoirement confirmée par écrit à la Capitainerie, quel qu'en soit le motif, l'avance restera acquise définitivement par le port. Néanmoins, le chèque de l'avance sera restitué à la société en cas d'annulation avant J-61

Présence de plusieurs navires dans la forme :

Le port ne peut échouer à la fois dans la forme plus de deux ou plusieurs navires sans l'assentiment écrit des capitaines ou des armateurs.

Les redevances à payer s'établissent de la façon suivante :

- Assèchement de la forme après l'entrée des navires et remise en eau pour la sortie des navires : la redevance est due pour chacun des navires présents dans la forme, quelles que soient leurs longueurs respectives.
- Occupation de la forme : le port est tenu informé de la date effective d'achèvement des travaux effectués sur chaque navire séjournant dans la forme. Il ne leur sera plus facturé de redevance de stationnement après la demi-journée au cours de laquelle cette déclaration aura été faite. Cette redevance sera répercutée sur le ou les navires sur lesquels des travaux sont en cours.

Prestations dues au titre de la redevance d'usage de la forme :

Calcul de la redevance = « Manœuvre d'entrée et sortie - partie fixe » + « Manœuvre d'entrée et sortie - partie variable à la longueur » + « Occupation (par jour et à la longueur) »

Le port assure le fonctionnement des appareils de fermeture, d'épuisement et de remplissage de la forme de radoub, à l'exclusion du calage du bateau. Tous les autres éléments de préparation d'entrée dans la forme sont à la charge directe des usagers.

| | |
|---|--------------------------|
| Manœuvre d'entrée et sortie - partie fixe | 557,20 € |
| Manœuvre d'entrée et sortie - partie variable à la longueur | 11,30 € / mètre linéaire |

Majoration des manœuvres :

- Majoration de 50 % après fermeture capitainerie jusqu'à 22h00 et de 6h00 jusqu'à ouverture capitainerie.
- Majoration de 100% les dimanche, jours fériés et les nuits/semaine de 22h00 à 6h00

| | |
|--|-------------------------|
| Occupation (par jour et à la longueur) | 5,70 € / mètre linéaire |
|--|-------------------------|

Minimum de perception : 8 jours

STATIONNEMENT SUR LES AIRES DE CARÉNAGE POUR TRAVAUX

Règles usuelles

Les séjours sur les aires de carénage seront décomptés par période de 24 heures, de midi à midi, toute journée commencée étant due. La longueur à prendre en compte est la longueur hors-tout du navire, toute fraction de mètre étant comptée pour un mètre. En cas de mise sous cocon protecteur, la longueur à prendre en compte, est la longueur totale du cocon.

La redevance de stationnement sur l'aire de carénage n'inclut pas la mise à disposition des moyens de calage du navire. Le règlement des redevances est exigible par période de trente jours (première échéance dès la mise à terre).

Au-delà de 30 jours de carénage, la tarification journalière est majorée. Néanmoins, si l'utilisateur répond aux critères cités ci-après, il sera considéré en « séjour de longue durée » et continuera de bénéficier du tarif de base.

Séjour de longue durée

On entend par séjour de longue durée, le navire hors d'état de navigation et qui nécessite des travaux importants. Exemples : Remplacement / réparation moteurs ; remplacement / réparation du mât, réfection du pont, réfection des peintures de la coque etc. à l'exclusion des travaux courants d'entretien ou de maintenance.

Pour pouvoir bénéficier de ce tarif, le propriétaire du navire doit fournir le dossier suivant :

- En faire la demande par écrit et s'engager sur un délai ;
- Confier la majorité des travaux de réparation à un ou plusieurs professionnels titulaires d'une convention de sous-traité d'exploitation ou d'une convention d'occupation d'un des locaux de la zone de réparation navale avec le port ;
- Fournir préalablement au service du port un devis détaillé,
- Obtenir l'acceptation explicite préalable, par écrit, de la part du directeur de la régie des ports.

Le propriétaire doit déposer, pendant toute la période de facturation, les documents du bord à la capitainerie. Le professionnel en charge doit indiquer au port la durée approximative des travaux (durée qui pourra être modifiée pour des raisons dûment motivées).

Les autorisations de séjour sont accordées une fois que le dossier est complet. Une prolongation ne sera accordée que suivant les possibilités, notamment l'impact sur les autres activités ou prévisions d'occupation. Un délai de battement de 15 jours est accordé pour tout séjour, sous condition des disponibilités. Ensuite, la redevance de stationnement sera doublée pour les journées au-delà de la durée autorisée.

Non-paiement ou absence de travaux

En cas de non-règlement à l'échéance, ou de constatation d'absence de travaux, le séjour ne sera plus autorisé, et la redevance sera doublée pour les journées de séjour au-delà de la durée autorisée.

Pêcheurs professionnels

Les pêcheurs professionnels sont autorisés à stationner gratuitement sur les aires de carénage pour la durée autorisée par le port, sous réserve que le navire soit armé à la pêche professionnelle, et relève de la prud'homie de Villefranche-sur-Mer.

| STATIONNEMENT SUR AIRE DE CARENAGE POUR TRAVAUX 2023– TARIF / Jour | | | | | | |
|---|---------------------|---------------------|-----------------------------|------------------------------|------------------------|----------------------------|
| CATEGORIE | LONG MAX (M) | LARG MAX (M) | Du 1er au 30ème jour | Au-delà du 30ème jour | Matériel calage | Emplacement voiture |
| A | - de 5 m | 2,00 | 4,30 € | Majoration de 25 % | 1,70 € | 3,00 € |
| B C | 5 à 5,99 | 2,30 | 6,20 € | | 1,70 € | 3,00 € |
| D E | 6 à 6,99 | 2,60 | 7,70 € | | 1,70 € | 3,00 € |
| F G | 7 à 7,99 | 2,80 | 9,10 € | | 1,70 € | 3,00 € |
| H I | 8 à 8,99 | 3,10 | 10,30 € | | 1,70 € | 3,00 € |
| J K | 9 à 9,99 | 3,40 | 11,70 € | | 3,20 € | 3,00 € |
| L M | 10 à 10,99 | 3,70 | 12,90 € | | 3,20 € | 3,00 € |
| N O | 11 à 11,99 | 4,00 | 17,10 € | | 5,40 € | 3,00 € |
| P | 12 à 12,99 | 4,30 | 21,10 € | | 5,40 € | 3,00 € |
| Q | 13 à 13,99 | 4,60 | 25,40 € | | 5,40 € | 3,00 € |
| R | 14 à 15,99 | 4,90 | 29,50 € | | 7,50 € | 3,00 € |
| S | 16 à 17,99 | 5,20 | 33,70 € | | 7,50 € | 3,00 € |
| T1 | 18 à 20,99 | 5,60 | 38,20 € | | 9,10 € | 3,00 € |
| T2 | 21 à 23,99 | 6,00 | 39,90 € | | 9,10 € | 3,00 € |
| U | 24 à 28,99 | 7,00 | 41,90 € | | 11,30 € | 3,00 € |

Bateaux d'intérêt patrimonial

Un abattement de 25% sur le tarif carénage peut être accordé par la capitainerie, sur demande dûment justifiée, pour les bateaux d'intérêt patrimonial (BIP) ayant reçu le label décerné par l'association patrimoine maritime et fluvial ou pouvant prétendre à cette labellisation
L'application de cette remise se fera au cas par cas et sera examinée en conseil d'exploitation de la Régie des ports.

Pointus

Les navires de tradition en bois construits avant le 31 décembre 1975, de la famille des barques de pêche traditionnelle en mer Méditerranée, à coque entièrement en bois, éventuellement fibrée, bénéficient d'une semaine de franchise tarifaire.

Remise en état avant remise à l'eau

Les espaces occupés par le navire sur l'aire de carénage et libérés lors de la remise à l'eau de celui-ci doivent être laissés propres et dégagés de tout encombrant. Dans le cas où l'usager ne respecte pas les règles précitées, le nettoyage sera effectué à ses frais par le port. Le tarif appliqué sera notamment la mise à disposition d'un agent portuaire.

STATIONNEMENT À FLOT POUR TRAVAUX

Seuls les navires extérieurs au port peuvent bénéficier de ce tarif.

Les titulaires d'un poste annuel ou de passage au port conservent l'application du tarif les concernant.

Pour pouvoir bénéficier de ce tarif, le propriétaire du navire doit fournir le dossier suivant :

- En faire la demande par écrit.
- Confier la majorité des travaux de réparation à un ou plusieurs professionnels titulaires d'une convention de sous-traité d'exploitation ou d'une convention d'occupation d'un des locaux de la zone de réparation navale avec le port.
- Fournir préalablement au service du port un devis détaillé et un délai d'exécution.
- Obtenir l'acceptation explicite, par écrit, de la part du port.

Le tarif préférentiel « Navire en réparation à flot » est applicable du 1er septembre au 30 juin sauf dérogation de la Capitainerie.

Pendant la période d'application du tarif, toute utilisation du navire, à quelque titre que ce soit, par une personne autre que l'artisan intervenant, entraînera la résiliation immédiate du tarif, avec reprise de la facturation au tarif Passage, Saison ou Hors Saison, selon le cas, depuis le début de la période.

Les autorisations de séjour sont accordées une fois que le dossier est complet. Une prolongation ne sera accordée que suivant les possibilités, notamment l'impact sur les autres activités ou prévisions d'occupation. Un délai de battement de 15 jours est accordé pour tout séjour, sous condition des disponibilités.

Ensuite, la redevance de stationnement sera doublée pour les journées au-delà de la durée autorisée.

Les professionnels extérieurs intervenants sur le navire seront soumis à la redevance de stationnement pour leur véhicule automobile et devront se garer prioritairement sur le parking de la corderie. Seuls les débarquements de matériel seront autorisés.

| STATIONNEMENT A FLOT POUR TRAVAUX 2023 – TARIFS / jour | | | | |
|---|---------------------|---------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| CATÉGORIE | LONG MAX (m) | LARG MAX (m) | DANS DELAI CONTRAT | AU-DELÀ DU CONTRAT |
| A | - de 5m | 2,00 | 2,70 € | Majoration de 100% |
| B C | 5 à 5.99 | 2,30 | 3,60 € | |
| D E | 6 à 6.99 | 2,60 | 4,80 € | |
| F G | 7 à 7.99 | 2,80 | 5,90 € | |
| H I | 8 à 8.99 | 3,10 | 7,40 € | |
| J K | 9 à 9.99 | 3,40 | 8,90 € | |
| L M | 10 à 10,99 | 3,70 | 10,70 € | |
| N O | 11 à 11,99 | 4,00 | 12,50 € | |
| P | 12 à 12,99 | 4,30 | 14,60 € | |
| Q | 13 à 13,99 | 4,60 | 16,70 € | |
| R | 14 à 15,99 | 4,90 | 20,40 € | |
| S | 16 à 17,99 | 5,20 | 24,20 € | |
| T1 | 18 à 20,99 | 5,60 | 37,30 € | |
| T2 | 21 à 23,99 | 6,00 | 44,90 € | |
| U | 24 à 28,99 | 7,00 | 52,50 € | |
| V | 29 à 33,99 | 8,00 | 70,40 € | |
| W | 34 à 38,99 | 9,00 | 90,90 € | |
| X | 39 à 43,99 | 10,00 | 111,40 € | |

PORT DEPARTEMENTAL DE VILLEFRANCHE DARSE et SANTE - ANNEE 2023
REDEVANCE DOMANIALE

Stationnement des navires et hivernage

| STATIONNEMENT DES NAVIRES ET HIVERNAGE – TARIF / jour | | | | |
|--|---------------------|---------------------|----------------------|-------------------------------------|
| CATEGORIE | LONG MAX (M) | LARG MAX (M) | STATIONNEMENT | LOCATION MATÉRIEL CALAGE |
| A | 4,99 | 2,00 | 1,80 € | 1,70 € |
| B C | 5,99 | 2,30 | 2,40 € | 1,70 € |
| D E | 6,99 | 2,60 | 3,10 € | 1,70 € |
| F G | 7,99 | 2,80 | 3,90 € | 1,70 € |
| H I | 8,99 | 3,10 | 4,80 € | 1,70 € |
| J K | 9,99 | 3,40 | 5,80 € | 3,20 € |
| L M | 10,99 | 3,70 | 6,80 € | 3,20 € |
| N O | 11,99 | 4,00 | 8,20 € | 5,40 € |
| P | 12,99 | 4,30 | 9,40 € | 5,40 € |
| Q | 13,99 | 4,60 | 10,90 € | 5,40 € |
| R | 15,99 | 4,90 | 13,10 € | 7,50 € |
| S | 17,99 | 5,20 | 15,60 € | 7,50 € |
| T | 23,99 | 6,00 | 24,20 € | 9,10 € |
| U | 28,99 | 7,00 | 34,00 € | 11,30 € |

Minimum de perception : 11,00 €

La location du matériel de calage comprend les épontilles ou bers, les cales, les coins et les planchettes. Ce tarif ne comprend que le stationnement du navire. Il n'est pas autorisé d'effectuer les travaux. Dans le cas contraire, le navire passera automatiquement en carénage ou carénage supérieur à 30 jours.

La période du contrat d'hivernage s'étend du 1^{er} octobre au 31 mars de l'année suivante. En dehors de cette période, les navires seront considérés en carénage ou carénage supérieur à 30 jours.

Stationnement des remorques

| | |
|---|----------------|
| Stationnement remorque : forfait pour les professionnels ayant une AOT sur les ports départementaux | 30,90 € / mois |
| Stationnement remorque : forfait journalier | 5,20 € / jour |

Stationnement sur RACK du port

A compter de 2023, le port met en place des racks homologués pour le stationnement de navires sur plusieurs niveaux, sur ses aires de carénage. Seuls les racks fournis par la Régie des ports sont autorisés sur le domaine portuaire. Leur utilisation est réservée en priorité aux professionnels bénéficiant d'une AOT sur les ports départementaux.

| | |
|------------------------|---|
| Stationnement sur rack | 1,50 € / navire / j. (navires de longueur inférieure à 5 m) |
| | 0,15 € / m ² / j. (autres navires) |

Stationnement des mâts à terre pour travaux

Le stationnement des mâts à terre pour travaux est facturé au mètre linéaire d'occupation. Une franchise de 5 jours est appliquée pour le matage et le dématage des navires en stationnement pour travaux. La surface à prendre en compte est la surface du rectangle au sol dans lequel s'intègre le mât et les accessoires (épars, supports, gréement...).

| | |
|--|--------------------------------|
| Stationnement à terre de mâts pour travaux | 0,60 € / mètre linéaire / jour |
|--|--------------------------------|

Agrès, matériel et engins divers

| | |
|--|---------------------------------|
| Séjour inférieur ou égal à 6 jours | 1,40 € / m ² / jour |
| Séjour supérieur à 6 jours et inférieur à 30 jours | 1,60 € / m ² / jour |
| Séjour supérieur ou égal à 30 jours | 2,80 € / m ² / jour |
| Minimum de perception | 28,30 € / m ² / jour |

Stationnement sous hangar

Les navires entreposés sous hangar acquittent une redevance mensuelle en fonction de la surface occupée.

| | |
|---------------------------|---------------------------------|
| Stationnement sous hangar | 12,20 € / m ² / mois |
|---------------------------|---------------------------------|

Manifestation exceptionnelle, (événements, film et prise de vue...)

| | |
|---|----------|
| Manifestation exceptionnelle (m ² /jour) | 2,70 € |
| Minimum de perception (m ²) | 103,00 € |
| Tournage de film (jour) | 324,50 € |
| Prise de vue (jour) | 164,80 € |

Stationnement après déplacement d'office

| | |
|--|--------|
| Navires et remorques à navires (m ² /jour) | 4,30 € |
| Véhicules automobiles, agrès, matériel et engins divers (m ² /jour) | 8,00 € |

Terre-plein non aménagé

| | |
|---|---------|
| Terre-plein non aménagé à usage commercial (m ² /an) | 40,90 € |
| Terre-plein non aménagé (m ² /an) | 11,70 € |
| Entreposages divers autorisés /conteneurs (m ² / jour) | 0,30 € |
| Minimum de perception | 100 € |

Canalisation enterrée sur le domaine public portuaire

| | |
|--|-----------|
| Passage de canalisation enterrée (ml / an) | 5,10 € HT |
|--|-----------|

Occupation non autorisée

| | |
|----------------------------|--------------------------------|
| Occupations non autorisées | 2,00 € / m ² / jour |
| Minimum de perception | 2,10 € |

Double d'une clé d'accès sécurisée : tarif fournisseur + 10%

LOCAUX

LOCAUX : La redevance est calculée au mètre carré en fonction de la situation des locaux et de leur usage.

| | |
|--|---------|
| Local avant-port (m ² / an) | 22,70 € |
| Local jetée (m ² / an) | 22,70 € |
| Local poubelle (m ² / an) | 41,20 € |

CASERNE DUBOIS

| | |
|--|---------|
| Local sous voûte (m ² / an) | 17,60 € |
| Local en façade : bureaux, hall exposition, atelier, magasin (m ² / an) | 24,80 € |

MAISON CANTONNIERE

| | |
|---|-------------------------------|
| Maison cantonnière (m ² /an) | 82,40 € / m ² / an |
|---|-------------------------------|

TOUT RESTAURANT

| | | |
|-----------------------|-----------------------------|-------------------------------|
| Terrasse non couverte | Redevance non soumise à TVA | 53,60 € / m ² / an |
|-----------------------|-----------------------------|-------------------------------|

Restaurant du Bâtiment Club de la mer

| | |
|--|--------------------------------|
| Restaurant – local principal (y compris cuisines, salles de repos indispensables à l'activité) | 154,50 € / m ² / an |
| Locaux annexes (sanitaires, hall d'entrée, local technique) | 45,40 € / m ² / an |

AUTRES BATIMENTS

| | | |
|--------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Terrasses couvertes port de la Santé | Redevance non soumise à TVA | 107,20 € m ² /an |
| Location local port de la Santé | Redevance non soumise à TVA | 116,20 € m ² /an |

| | | |
|-----------------------------|-----------------|------------------------------|
| Kiosque du port de la Darse | Local principal | 5 603,20 € / an |
| | Réserve | 24,80 € / m ² /an |

| | |
|--|----------|
| Atelier < 300m ² (m ² / an) | 150,40 € |
| Atelier > 300m ² (m ² / an) | 123,60 € |
| Atelier non-réhabilité (m ² / an) | 61,80 € |
| Mezzanine (m ² / an) | 119,50 € |
| Tertiaire aménagé et RDC maison du gardien (m ² / an) | 175,10 € |
| Tertiaire non-aménagé (m ² / an) | 154,50 € |
| Tertiaire (h < 1,80m) | gratuité |
| Cour intérieure, terre-plein commercial (m ² / an) | 40,90 € |
| Local armement (m ² / j) | 0,80 € |

PARKING

CONDITIONS GENERALES

Peuvent bénéficier de l'accès de leur véhicule automobile sur le quai de la Corderie et/ou à la jetée du phare, dans la limite des places disponibles :

- Les propriétaires de navire disposant d'un poste à quai et à jour de toutes les redevances ;
- Les titulaires d'une convention d'occupation temporaire du domaine public portuaire ;
- Les professionnels du nautisme ayant leur activité principale sur les ports de Villefranche.
- Les intervenants dans le cadre de manifestations spécifiques autorisées par le port.

Régime général

| | |
|---|----------------------------------|
| Voitures particulières, taxis, voitures de location | <i>Minimum de perception 3 €</i> |
| | 0,125 € / ¼ heure |
| | 3,00 € / ½ journée |
| Poids lourds y.c. transport en commun par heure | <i>Minimum de perception 4 €</i> |
| | 1,00 € le ¼ d'heure |
| | 4,00 € / heure |
| | 8,00 € / ½ journée |

Les demi-journées sont décomptées par périodes de 6 heures, toute demi-journée commencée étant due en entier.

Tarifs spécifiques

Des abonnements à tarif réduit peuvent être consentis aux propriétaires des navires (1 par navire) séjournant dans le port pour un séjour supérieur à une semaine, aux professionnels du nautisme et aux titulaires d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public portuaire (conformément aux conditions qui y sont fixées), pour l'accès à l'un des parkings du port.

| | |
|---|-------------------|
| Tarif annuel : applicable aux titulaires d'un contrat annuel d'amarrage, d'un contrat de passage supérieur à 5 mois, aux titulaires d'une AOT du domaine public portuaire, aux professionnels du nautisme | 46,40 € / an |
| Tarif hebdomadaire | 20,00 € / semaine |
| Tarif mensuel | 30,00 € / mois |
| Remplacement d'un badge perdu | 10,00 € |

CREANCES ETEINTES - BP 2023***Rétablissement personnel suite commission de surendettement des particuliers***

| Exercice | N°TITRE | N° d'ordre | Montant restant dû | Date du jugement | Date de la demande Paierie |
|-----------------|----------------|-------------------|---------------------------|-------------------------|-----------------------------------|
| 2004 | T-4900 | 1 | 5 974,14 € | 28/07/2022 | 10/11/2022 |
| 2005 | T-669 | | | | |
| 2005 | T-1367 | 1 | 7 442,31 € | 20/10/2022 | 06/12/2022 |
| TOTAL | | | 13 416,45 € | | |



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

CONVENTION

entre le Département des Alpes-Maritimes et l'Association de prévoyance des conseillers généraux relative à la subvention d'équilibre 2023

ENTRE

Le Conseil départemental des Alpes-Maritimes, représenté par son président, M. Charles Ange GINESY, dûment autorisé par la délibération de l'assemblée départementale du

D'une part,

ET

L'Association de prévoyance des conseillers généraux, représentée par son président en exercice, M. Jacques BENNE

D'autre part,

PREAMBULE

Conformément à l'article 51 de la loi n°95-116 du 4 février 1995 portant diverses dispositions d'ordre social, modifiant notamment l'article 32 de la loi n° 92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, qui précise que les pensions de retraite déjà liquidées et les droits acquis avant la date d'effet de la loi continuent à être honorés par les organismes auprès desquels ils ont été constitués, le Conseil départemental verse une subvention d'équilibre à l'association de prévoyance des conseillers généraux.

L'assemblée départementale, en séance du a décidé de fixer à 304 000 € le montant prévisionnel de la subvention d'équilibre à verser à l'Association de prévoyance des conseillers généraux pour le paiement des retraites de ses membres pour 2023.

La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 ont fixé à 23 000 € le montant annuel de subvention des collectivités publiques à des organismes de droit privé à partir duquel une convention est obligatoire.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} : OBJET :

L'objet de la présente convention est de fixer à 304 000 € le montant prévisionnel de la subvention d'équilibre à verser à l'association de prévoyance des conseillers généraux pour le paiement des retraites de ses membres et de définir les modalités de cette participation financière du Conseil départemental pour l'année 2023.

ARTICLE 2 : MODALITES FINANCIERES :

2.1. Montant de l'aide :

La subvention d'équilibre 2023 fera l'objet de deux versements : un acompte de 274 000 € en début d'exercice et le solde au cours du quatrième trimestre quand le montant annuel des pensions aura été déterminé pour l'exercice.

2.2. Modalités de versement :

Le versement de l'acompte de 274 000 € à l'association de prévoyance des conseillers généraux sera effectué dès notification de la présente convention.

2.3 Solde de subvention :

Le montant définitif de la subvention d'équilibre pour l'année 2023 ainsi que le montant du solde de la subvention à attribuer seront arrêtés par avenant à la présente convention.

ARTICLE 3 : DUREE :

La présente convention est conclue pour l'exercice 2023.

ARTICLE 4 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

4.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département des Alpes-Maritimes et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département des Alpes-Maritimes se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département des Alpes-Maritimes pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

4.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département des Alpes-Maritimes à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département des Alpes-Maritimes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

4.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

Fait à Nice, le

LE PRESIDENT
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

L'ASSOCIATION DE PREVOYANCE DES
CONSEILLERS GENERAUX

Charles Ange GINESY

Jacques BENNE

ANNEXE A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le partenaire qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le partenaire, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au partenaire, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'utilisateur et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, le partenaire dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le partenaire, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;
- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être

spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;

- Le partenaire s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

Le partenaire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le partenaire fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation d'une analyse **d'impact sur la vie privée** (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

Le partenaire s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Le partenaire documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

Le partenaire met à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.

Prêts non Titrés

| Total | | 526 729,76 |
|-----------|------------|-------------------|
| AUT016459 | 31/12/1975 | 152,45 € |
| AUT020737 | 31/12/1982 | 2 591,63 € |
| AUT024243 | 31/12/1982 | 609,80 € |
| AUT024995 | 31/12/1982 | 609,80 € |
| AUT016429 | 31/12/1983 | 2 591,63 € |
| AUT025067 | 31/12/1983 | 609,80 € |
| AUT025207 | 31/12/1983 | 1 829,39 € |
| AUT025208 | 31/12/1983 | 1 829,39 € |
| AUT027689 | 31/12/1983 | 609,80 € |
| AUT016125 | 31/12/1984 | 3 658,78 € |
| AUT021369 | 31/12/1984 | 1 372,04 € |
| AUT021451 | 31/12/1984 | 609,80 € |
| AUT025072 | 31/12/1984 | 457,35 € |
| AUT028083 | 31/12/1984 | 609,80 € |
| AUT013919 | 31/12/1985 | 762,25 € |
| AUT016123 | 31/12/1985 | 762,25 € |
| AUT018745 | 31/12/1985 | 762,25 € |
| AUT019080 | 31/12/1985 | 762,25 € |
| AUT021490 | 31/12/1985 | 762,25 € |
| AUT022003 | 31/12/1985 | 762,25 € |
| AUT024229 | 31/12/1985 | 762,25 € |
| AUT025111 | 31/12/1985 | 762,25 € |
| AUT025555 | 31/12/1985 | 762,25 € |
| AUT025063 | 31/12/1988 | 1 524,49 € |
| AUT028106 | 31/12/1988 | 1 524,49 € |
| AUT028334 | 31/12/1988 | 1 524,49 € |
| AUT016124 | 31/12/1989 | 762,25 € |
| AUT016127 | 31/12/1989 | 1 524,49 € |
| AUT016477 | 31/12/1989 | 1 524,49 € |
| AUT017995 | 31/12/1989 | 1 524,49 € |
| AUT021384 | 31/12/1989 | 1 524,49 € |
| AUT022007 | 31/12/1989 | 1 524,49 € |
| AUT022669 | 31/12/1989 | 1 524,49 € |
| AUT024412 | 31/12/1989 | 1 524,49 € |
| AUT024464 | 31/12/1989 | 1 524,49 € |
| AUT028374 | 31/12/1989 | 1 524,49 € |
| AUT028590 | 31/12/1989 | 1 524,49 € |
| AUT010014 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT015765 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT015923 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT016147 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT016176 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT016422 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT016433 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT016502 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT016624 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT016724 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT017273 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT017498 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT018034 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |

| | | |
|-----------|------------|------------|
| AUT018036 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT018734 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT019076 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT019077 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT020798 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT021339 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT021375 | 31/12/1990 | 2 286,74 € |
| AUT021491 | 31/12/1990 | 1 219,59 € |
| AUT021492 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT021788 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT022008 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT022039 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT022099 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT022670 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT022766 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT022767 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT022829 | 31/12/1990 | 762,25 € |
| AUT023818 | 31/12/1990 | 1 143,37 € |
| AUT024228 | 31/12/1990 | 762,25 € |
| AUT024400 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT024983 | 31/12/1990 | 1 219,59 € |
| AUT025002 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT025004 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT025209 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT025563 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT027681 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT027682 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT027685 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT027687 | 31/12/1990 | 762,25 € |
| AUT027688 | 31/12/1990 | 762,25 € |
| AUT027692 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT027716 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT027726 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT028350 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT028591 | 31/12/1990 | 2 286,74 € |
| AUT028592 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT028675 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT028677 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT029130 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT029228 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT029233 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT029237 | 31/12/1990 | 1 524,49 € |
| AUT015235 | 31/12/1991 | 914,69 € |
| AUT015237 | 31/12/1991 | 914,69 € |
| AUT015657 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT015922 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT016099 | 31/12/1991 | 762,25 € |
| AUT016416 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT016420 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT016427 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT016431 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT016432 | 31/12/1991 | 1 067,14 € |
| AUT016460 | 31/12/1991 | 762,25 € |
| AUT016466 | 31/12/1991 | 762,25 € |
| AUT016481 | 31/12/1991 | 762,25 € |
| AUT016483 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT016496 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT017279 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |

| | | |
|-----------|------------|------------|
| AUT017286 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT017288 | 31/12/1991 | 762,25 € |
| AUT017883 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT018029 | 31/12/1991 | 762,25 € |
| AUT018031 | 31/12/1991 | 762,25 € |
| AUT018033 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT019226 | 31/12/1991 | 914,69 € |
| AUT019671 | 31/12/1991 | 762,25 € |
| AUT020738 | 31/12/1991 | 609,80 € |
| AUT020739 | 31/12/1991 | 762,25 € |
| AUT020797 | 31/12/1991 | 762,25 € |
| AUT021365 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT021373 | 31/12/1991 | 914,69 € |
| AUT021376 | 31/12/1991 | 762,25 € |
| AUT021392 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT021394 | 31/12/1991 | 914,69 € |
| AUT021396 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT021439 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT021453 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT021785 | 31/12/1991 | 1 067,14 € |
| AUT022053 | 31/12/1991 | 1 067,14 € |
| AUT022080 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT022098 | 31/12/1991 | 0,17 € |
| AUT022632 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT022634 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT022636 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT024223 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT024231 | 31/12/1991 | 762,25 € |
| AUT024237 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT024238 | 31/12/1991 | 762,25 € |
| AUT024399 | 31/12/1991 | 762,25 € |
| AUT025001 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT025003 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT025005 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT025200 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT025201 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT025252 | 31/12/1991 | 762,25 € |
| AUT025609 | 31/12/1991 | 762,25 € |
| AUT027450 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT027684 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT027708 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT028081 | 31/12/1991 | 1 067,14 € |
| AUT028262 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT028306 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT028315 | 31/12/1991 | 762,25 € |
| AUT028346 | 31/12/1991 | 762,25 € |
| AUT028349 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT028352 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT028678 | 31/12/1991 | 762,25 € |
| AUT029128 | 31/12/1991 | 1 524,49 € |
| AUT015223 | 31/12/1992 | 1 219,50 € |
| AUT015233 | 31/12/1992 | 914,69 € |
| AUT015236 | 31/12/1992 | 914,69 € |
| AUT015238 | 31/12/1992 | 457,35 € |
| AUT015287 | 31/12/1992 | 1 219,59 € |
| AUT015658 | 31/12/1992 | 914,69 € |
| AUT015921 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT016146 | 31/12/1992 | 762,25 € |

| | | |
|-----------|------------|------------|
| AUT016417 | 31/12/1992 | 609,80 € |
| AUT016419 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT016421 | 31/12/1992 | 914,69 € |
| AUT016424 | 31/12/1992 | 1 219,59 € |
| AUT016425 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT016426 | 31/12/1992 | 1 219,59 € |
| AUT016482 | 31/12/1992 | 1 219,59 € |
| AUT016495 | 31/12/1992 | 609,80 € |
| AUT016759 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT017284 | 31/12/1992 | 1 219,59 € |
| AUT017289 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT018024 | 31/12/1992 | 609,80 € |
| AUT018032 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT018035 | 31/12/1992 | 1 219,59 € |
| AUT018975 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT019078 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT019081 | 31/12/1992 | 457,35 € |
| AUT020806 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT020807 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT021374 | 31/12/1992 | 914,69 € |
| AUT021381 | 31/12/1992 | 609,80 € |
| AUT021391 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT021393 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT021444 | 31/12/1992 | 914,69 € |
| AUT021448 | 31/12/1992 | 1 219,59 € |
| AUT021991 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT022009 | 31/12/1992 | 609,80 € |
| AUT022618 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT022630 | 31/12/1992 | 609,80 € |
| AUT022631 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT022633 | 31/12/1992 | 1 219,59 € |
| AUT024222 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT024225 | 31/12/1992 | 609,80 € |
| AUT024232 | 31/12/1992 | 609,80 € |
| AUT025000 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT025133 | 31/12/1992 | 914,69 € |
| AUT025199 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT025239 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT025253 | 31/12/1992 | 914,69 € |
| AUT025346 | 31/12/1992 | 609,80 € |
| AUT025351 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT025383 | 31/12/1992 | 457,35 € |
| AUT025760 | 31/12/1992 | 1 219,59 € |
| AUT025765 | 31/12/1992 | 381,13 € |
| AUT027659 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT027679 | 31/12/1992 | 1 219,59 € |
| AUT027686 | 31/12/1992 | 1 219,59 € |
| AUT027725 | 31/12/1992 | 1 219,59 € |
| AUT028064 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT028072 | 31/12/1992 | 457,35 € |
| AUT028073 | 31/12/1992 | 457,35 € |
| AUT028107 | 31/12/1992 | 1 219,59 € |
| AUT028353 | 31/12/1992 | 1 219,59 € |
| AUT028354 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT028394 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT028581 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT028585 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT028650 | 31/12/1992 | 762,25 € |

| | | |
|-----------|------------|------------|
| AUT029070 | 31/12/1992 | 609,80 € |
| AUT029127 | 31/12/1992 | 762,25 € |
| AUT029205 | 31/12/1992 | 1 219,59 € |
| AUT015234 | 31/12/1993 | 1 219,59 € |
| AUT015299 | 31/12/1993 | 1 524,49 € |
| AUT015300 | 31/12/1993 | 1 524,49 € |
| AUT015470 | 31/12/1993 | 1 143,37 € |
| AUT015677 | 31/12/1993 | 1 524,49 € |
| AUT016423 | 31/12/1993 | 1 524,49 € |
| AUT016436 | 31/12/1993 | 914,69 € |
| AUT016479 | 31/12/1993 | 1 524,49 € |
| AUT016480 | 31/12/1993 | 1 219,59 € |
| AUT016484 | 31/12/1993 | 762,25 € |
| AUT016489 | 31/12/1993 | 1 524,49 € |
| AUT016556 | 31/12/1993 | 762,25 € |
| AUT016723 | 31/12/1993 | 762,25 € |
| AUT016725 | 31/12/1993 | 1 524,49 € |
| AUT016761 | 31/12/1993 | 1 524,49 € |
| AUT018010 | 31/12/1993 | 1 524,49 € |
| AUT018687 | 31/12/1993 | 762,25 € |
| AUT018755 | 31/12/1993 | 1 524,49 € |
| AUT019223 | 31/12/1993 | 1 524,49 € |
| AUT019224 | 31/12/1993 | 1 143,37 € |
| AUT019225 | 31/12/1993 | 1 143,37 € |
| AUT019534 | 31/12/1993 | 762,25 € |
| AUT020740 | 31/12/1993 | 762,25 € |
| AUT021377 | 31/12/1993 | 762,25 € |
| AUT021386 | 31/12/1993 | 762,25 € |
| AUT021395 | 31/12/1993 | 1 143,37 € |
| AUT021445 | 31/12/1993 | 914,69 € |
| AUT021783 | 31/12/1993 | 1 524,49 € |
| AUT022052 | 31/12/1993 | 762,25 € |
| AUT022082 | 31/12/1993 | 1 524,49 € |
| AUT022616 | 31/12/1993 | 762,25 € |
| AUT024224 | 31/12/1993 | 762,25 € |
| AUT024226 | 31/12/1993 | 762,25 € |
| AUT024227 | 31/12/1993 | 762,25 € |
| AUT024233 | 31/12/1993 | 1 143,37 € |
| AUT025070 | 31/12/1993 | 1 143,37 € |
| AUT025090 | 31/12/1993 | 0,16 € |
| AUT025141 | 31/12/1993 | 762,25 € |
| AUT025194 | 31/12/1993 | 1 524,49 € |
| AUT025347 | 31/12/1993 | 1 143,37 € |
| AUT025348 | 31/12/1993 | 762,25 € |
| AUT025390 | 31/12/1993 | 1 524,49 € |
| AUT025391 | 31/12/1993 | 1 524,49 € |
| AUT027585 | 31/12/1993 | 1 143,37 € |
| AUT027680 | 31/12/1993 | 1 219,59 € |
| AUT027724 | 31/12/1993 | 762,25 € |
| AUT027727 | 31/12/1993 | 0,04 € |
| AUT028063 | 31/12/1993 | 1 524,49 € |
| AUT028268 | 31/12/1993 | 1 524,49 € |
| AUT028355 | 31/12/1993 | 1 524,49 € |
| AUT028631 | 31/12/1993 | 762,25 € |
| AUT028663 | 31/12/1993 | 1 524,49 € |
| AUT029140 | 31/12/1993 | 1 219,59 € |
| AUT029383 | 31/12/1993 | 1 219,59 € |
| AUT015232 | 31/12/1994 | 1 524,49 € |

| | | | |
|-----------|------------|----------|-------------|
| AUT022614 | 31/12/1994 | | 1 524,49 € |
| AUT025384 | 31/12/1994 | | 457,35 € |
| AUT028062 | 31/12/1994 | | 1 524,49 € |
| AUT028640 | 31/12/1994 | | 1 524,49 € |
| AUT015239 | 31/12/1995 | | 1 524,49 € |
| AUT021340 | 31/12/1995 | | 762,25 € |
| AUT022001 | 31/12/1995 | | 1 524,49 € |
| AUT025091 | 31/12/1995 | | 1 524,49 € |
| AUT028074 | 31/12/1995 | | 1 524,49 € |
| AUT015660 | 31/12/1996 | | 1 524,49 € |
| AUT016469 | 31/12/1996 | | 1 524,49 € |
| AUT016625 | 31/12/1996 | | 1 524,49 € |
| AUT022617 | 31/12/1996 | | 1 524,49 € |
| AUT028295 | 31/12/1996 | | 1 524,49 € |
| AUT025764 | 31/12/1997 | | 1 524,49 € |
| AUT028068 | 31/12/1997 | | 1 524,49 € |
| AUT028082 | 31/12/1997 | | 762,25 € |
| AUT029096 | 31/12/1997 | | 1 524,49 € |
| AUT016418 | 31/12/1998 | | 1 524,49 € |
| AUT016430 | 31/12/1998 | | 1 524,49 € |
| AUT019535 | 31/12/1998 | | 1 524,49 € |
| AUT021367 | 31/12/1998 | | 1 524,49 € |
| AUT022002 | 31/12/1998 | | 1 524,49 € |
| AUT025769 | 31/12/1998 | | 1 524,49 € |
| AUT025777 | 31/12/1998 | | 1 524,49 € |
| AUT022828 | 31/12/1999 | | 762,25 € |
| AUT025714 | 31/12/1999 | | 1 524,49 € |
| AUT027683 | 31/12/1999 | | 1 524,49 € |
| AUT028267 | 31/12/1999 | | 762,25 € |
| AUT028468 | 31/12/1999 | | 762,25 € |
| AUT016458 | 31/12/2000 | | 1 219,59 € |
| AUT027711 | 31/12/2000 | | 1 524,49 € |
| AUT029227 | 31/12/2000 | | 1 524,49 € |
| AUT029367 | 31/12/2000 | | 1 219,59 € |
| AUT022083 | 31/12/2001 | | 1 524,49 € |
| AUT024234 | 31/12/2001 | | 1 524,49 € |
| AUT029204 | 31/12/2001 | | 762,25 € |
| AUT025064 | 31/12/2002 | | 1 600,00 € |
| AUT019084 | 31/12/2003 | | 1 600,00 € |
| AUT018860 | 31/12/2004 | | 1 600,00 € |
| AUT025637 | 06/01/2005 | | 3 194,71 € |
| Dont : | | 1 600,00 | |
| Et : | | 1 594,71 | |
| AUT032779 | 12/06/2006 | | 1 500,00 € |
| AUT032780 | 12/06/2006 | | 1 600,00 € |
| AUT030571 | 05/10/2007 | | 10 000,00 € |
| AUT030574 | 05/10/2007 | | 10 000,00 € |
| AUT032089 | 08/12/2007 | | 10 000,00 € |
| AUT032147 | 11/12/2007 | | 10 000,00 € |
| AUT035289 | 31/12/2008 | | 10 000,00 € |
| AUT035300 | 31/12/2008 | | 10 000,00 € |
| AUT035304 | 31/12/2008 | | 10 000,00 € |
| AUT035311 | 31/12/2008 | | 10 000,00 € |
| AUT035313 | 31/12/2008 | | 10 000,00 € |
| AUT035334 | 31/12/2008 | | 10 000,00 € |
| AUT035351 | 31/12/2008 | | 10 000,00 € |
| AUT035352 | 31/12/2008 | | 10 000,00 € |

| | | | |
|-----------------------|-------------------|--|-------------|
| AUT035358 | 31/12/2008 | | 10 000,00 € |
| 90000393164315 | 08/06/2009 | | 10 000,00 € |

AVENANT
A LA CONVENTION DU 31 DECEMBRE 1999
ENTRE
LE DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ET
LE COMITE DES ŒUVRES SOCIALES,
Relatif au financement du COS pour l'année 2023

Entre

Le département des Alpes-Maritimes représenté par son Président en exercice, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié à cet effet au Centre administratif départemental, B.P. n° 3007 – 06201 NICE CEDEX 3, et autorisé à signer par délibération du 20 janvier 2023
d'une part,

et

L'association du Comité des œuvres sociales (COS 06) représentée par son Président en exercice, autorisé à signer par délibération du conseil d'administration du 25 juin 2022
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE unique :

Le présent avenant a pour objet de modifier comme suit la convention du 31 décembre 1999 entre le département des Alpes-Maritimes et l'association du Comité des œuvres sociales (COS 06).

L'article 6-2 de la convention du 31 décembre 1999 sera complété comme suit :

« Au titre de l'exercice 2023, cette subvention est fixée à 2 310 503 €. »

Elle sera versée en trois parts :
- 25 % en janvier
- 50 % en mars
- 25 % en septembre

Fait à Nice, en trois exemplaires, le

Le Président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes,

Le Président du
Comité des œuvres sociales

AVENANT
A LA CONVENTION DU 24 JANVIER 2012
ENTRE
LE DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ET
LE DEPARTEMENT UNION CLUB,
Relatif au financement du DUC pour l'année 2023

Entre

Le département des Alpes-Maritimes représenté par son Président en exercice, Monsieur Charles-Ange GINESY, domicilié à cet effet au centre administratif départemental, B.P. n° 3007 – 06201 NICE CEDEX 3, et autorisé à signer par délibération 20 janvier 2023,
d'une part,

et

L'association Département union club (DUC) représentée par son Président en exercice, autorisé à signer par décision du conseil d'administration en date du 03 octobre 2022,
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article unique :

Le présent avenant a pour objet de modifier comme suit la convention du 24 janvier 2012 entre le département des Alpes-Maritimes et l'association Département union club.

Les dispositions des quatrième et cinquième alinéas de l'article 6 : Subventions sont remplacées par les dispositions ci-après :

« Le montant de la subvention versée par le Département est fixé annuellement par avenant »

« Pour l'année 2023, le Conseil départemental accorde au DUC une subvention de fonctionnement d'un montant de 140 000 euros. Elle sera versée en deux parts :

- 50 % en février,
- 50 % en mai. »

Fait à Nice, en trois exemplaires, le

Le Président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes,

Le Président du
Département union club,

AVENANT

A LA CONVENTION DU 19 FEVRIER 2018
ENTRE
LE DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ET
L'ASSOCIATION DU RESTAURANT INTER-ADMINISTRATIF DU CADAM,

Relatif au financement du RIA pour l'année 2023

Entre

Le département des Alpes-Maritimes, représenté par son Président, Monsieur Charles-Ange GINESY, agissant en vertu d'une délibération du 20 janvier 2023

d'une part,

Et

L'association du Restaurant inter-administratif du Centre administratif départemental, représentée par son Président, autorisé à signer par décision en date du Conseil d'Administration en date du 31 mai 2022

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1

En ce qui concerne le fonctionnement du Restaurant inter-administratif du Centre administratif départemental des Alpes-Maritimes, les rapports entre l'association et l'ensemble des administrations utilisatrices sont réglés par convention en date du 19 février 2018.

Article 2

En tant qu'administration coordinatrice, le Département verse à l'association une subvention de fonctionnement en début d'exercice.

Pour l'exercice 2023, le montant de cette subvention est fixé à 313 477 €. Elle sera versée en deux parts :
- 50 % en janvier,
- 50 % en mai.

Article 3

En contrepartie de cette subvention, l'association du Restaurant inter-administratif du Centre administratif départemental des Alpes-Maritimes assure le fonctionnement d'un service de restauration qui accueille les personnels des administrations implantées sur le site.

Dans le cas où cette mission ne serait plus assurée, l'association devrait rembourser au Département tout ou partie de la subvention.

Fait à Nice, en trois exemplaires, le

Le Président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Le Président de l'association
du Restaurant inter-administratif
du Centre administratif départemental



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
POUR LES RESSOURCES ET LES MOYENS

DIRECTION DES FINANCES

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

CESSION DU PATRIMOINE DU FEAM AU DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES : REGULARISATION DE LA MOINS VALUE COMPTABLE

Le présent protocole est établi

Entre les soussignés :

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ALPES-MARITIMES

- Collectivité territoriale
- située au Centre administratif départemental des Alpes-Maritimes BP 3007 06201 NICE, Cedex 3
- Représentée par son Président en exercice, Monsieur Charles Ange GINESY, agissant en vertu d'une délibération de l'assemblée départementale du 20 janvier 2023 ;
d'une part ;

ET

LE FOYER DE L'ENFANCE DES ALPES MARITIMES

- Etablissement public départemental, identifié sous le numéro SIREN 260 603 295
- Sis à la Plaine 1, bâtiments E1-E2 avenue Pontremoli à Nice (06200)
- Représenté par Madame Hélène Colombie, Directrice générale, dûment habilité aux fins des présentes en vertu de la délibération de En date du

d'autre part ;

PREAMBULE

Exposé des faits

L'assemblée départementale a approuvé par délibération prise le 18 décembre 2020 le projet de restructuration de l'offre du Foyer de l'enfance des Alpes- Maritimes (FEAM) ainsi que la reprise de son patrimoine immobilier par le Département dans le but de disposer des moyens de conduire une stratégie patrimoniale optimisée.

Il a été décidé, par délibération prise par la commission permanente le 16 avril 2021, de l'acquisition foncière pour l'euro symbolique ainsi que d'une cession de bail emphytéotique des structures du Foyer de l'enfance des Alpes-Maritimes, dans le but de disposer des moyens pour conduire une stratégie patrimoniale optimisée.

Par cette délibération prise le 16 avril 2021 le Département a donné un avis favorable à l'acquisition et la cession de bail emphytéotique des villas du FEAM suivantes :

- le foyer de l'Enfance Villa Beluga à Antibes : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;
- le foyer de l'Enfance Villa Clair Castel à Antibes : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;
- le foyer de l'Enfance Villa Les Corallines à Cagnes-sur-Mer : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;
- le foyer de l'Enfance Villa La Couronne d'Or à Cannes : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes- Maritimes ;
- des bureaux et un appartement à Nice : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;
- le foyer de l'Enfance Villa Virginie à Nice : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;
- le foyer de l'Enfance Villa Robini à Nice : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;
- le foyer de l'Enfance Villa Alta Riba à Nice : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;
- le foyer de l'Enfance Villa Buenos Ayres à Nice : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;
- le foyer de l'Enfance Villa la Palombière à Nice : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;
- le foyer de l'Enfance Villa La Parenthèse à La Trinité : cession à l'euro symbolique au Département du bail emphytéotique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;

- le foyer de l'Enfance Villa La Poulido à Vence : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;

- un ensemble immobilier à Vence : acquisition à l'euro symbolique de l'établissement public Foyer de l'Enfance des Alpes-Maritimes ;

Le Département a rencontré plusieurs difficultés dans mise en œuvre comptable de ce dossier complexe. En effet, si les biens ont été acquis par acte sous la forme administrative au 1er janvier 2022 (sauf pour la Villa Robini dont la cession a été actée au 21 octobre 2022), les cessions comptables n'ont aujourd'hui toujours pas été réalisées. En effet le transfert de patrimoine de FEAM au Département entraîne des moins-values comptables.

La particularité de ce dossier vient du fait que le Département des Alpes Maritimes est seul financeur du FEAM et que ce dernier enregistre, suite à ces ventes, une moins-value comptable. En effet la nomenclature M22 ne disposant pas des natures comptables permettant d'équilibrer ces opérations patrimoniales, le budget du FEAM se trouve en déficit.

Le financement de ces moins-values ne peut se faire par subvention au motif que les biens subventionnés n'appartiennent plus au FEAM depuis le 1^{er} janvier 2022 et que l'attribution d'une subvention doit se traduire chez le bénéficiaire par une immobilisation identifiable.

La nécessité de passer les opération comptables compte tenu de la date d'acquisition au 01 janvier 2022, au 21 octobre 2022 pour la Villa Robini, et l'impossibilité pour le FEAM de passer des opérations comptables qui entraîneraient un déséquilibre. Les parties ont donc décidé de se rapprocher et de convenir, par le biais de concessions réciproques, à la conclusion du présent protocole transactionnel.

Ceci rappelé, il est en conséquence convenu ce qui suit :

Article 1 : objet de la présente transaction

L'objet de la présente transaction est d'effectuer une régularisation comptable afin de compenser la moins-value constatée par le FEAM sur l'exercice 2022 suite au transfert de son patrimoine au Département.

De ce fait, le Département renonce à se prévaloir du montant à 1 € de cession initiale des 5 villas ci-dessous énoncées et le FEAM accepte de recevoir une dotation de fonctionnement 2023 qui sera réduite du montant de la régularisation.

Article 2 : montant et détail du calcul

- Cinq villas cédées au prix de 1 € par le FEAM au Département génèrent une moins-value pour le FEAM car leur valeur nette comptable de sortie est supérieure à 1€.

| | pour mémoire prix de cession | Valeur nette de sortie | Moins-value pour le FEAM |
|---------------|------------------------------|------------------------|--------------------------|
| Palombière | 1 € | 853 566,53 | 853 566,53 |
| Poulido | 1 € | 580 319,51 | 580 319,51 |
| Corallines | 1 € | 235 072,93 | 235 072,93 |
| Couronne d'or | 1 € | 498 843,09 | 498 843,09 |
| Parenthèse | 1 € | 1 850 750,20 | 1 850 750,20 |
| | 5 € | 4 018 552,26 | 4 018 552,26 |

Au total ces cinq villas cédées au prix de 1€ chacune entraînent une moins-value de 4.018.552,26 € pour le FEAM.

Aussi, il est proposé de modifier les actes de cession de ces cinq villas, en y mentionnant la valeur nette de sortie pour chaque bien.

Pour la villa La Parenthèse, l'acte de cession fera également apparaître le montant de l'emprunt dont le capital restant dû est de 971 250 € contracté par le FEAM et transféré au Département par convention.

- Huit villas cédées au prix de 1 € par le FEAM au Département entraînent, au contraire, une plus-value comptable pour le FEAM car leur valeur nette comptable de sortie est négative.

| | pour mémoire prix de cession | Valeur nette de sortie | Plus value pour le FEAM |
|---------------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|
| Alta Riba | 1 € | -102 201,47 | 102 201,47 |
| Beluga | 1 € | -98 681,40 | 98 681,40 |
| Buenos Ayres | 1 € | -355 707,93 | 355 707,93 |
| Clair castel | 1 € | -202 997,80 | 202 997,80 |
| Robini | 1 € | -118 342,88 | 118 342,88 |
| Studios Chateauneuf | 1 € | -177 330,63 | 177 330,63 |
| Virginie | 1 € | -158 667,48 | 158 667,48 |
| Legs de Vence | 1 € | -250 385,50 | 250 385,50 |
| | 8 € | -1 464 315,09 | 1 464 315,09 |

Au total ces huit villas cédées au prix de 1 € chacune entraînent une plus-value de 1.444.307,39 € au bénéfice du FEAM.

Aussi, il est proposé de modifier les actes de cession de ces huit villas, en y mentionnant la valeur nette de sortie pour chaque bien.

- Enfin, des terrains et plantations sont transférés par le FEAM au Département pour une valeur nette de sortie estimée à 404,26 €. Ce montant constitue également une moins-value pour le FEAM.

Afin d'assurer l'équilibre des comptes du FEAM pour l'année 2022, il est proposé le versement par le Département au FEAM d'une somme de **2.554 641.43 €** (soit 4.018.552,26 - 1.464.315,09 + 404,26).

Cette somme correspond au solde entre les moins-values et les plus-values comptables générées par le transfert de patrimoine du FEAM au Département.

Cette somme sera déduite de la dotation versée par le département au FEAM au titre de l'exercice 2023.

A titre informatif le tableau ci-dessous établi par le comptable public dresse le détail de ces opérations :

VNC au 31/12/2021 des villes vendues au CD06
Après réintégration pour chaque villa des installations et agencements comptabilisés aux C/2135 et C/2145

| | VNC c/212 - c/2131 - c/2141 | VNC adjonctions c/2135 - c/2145 | VNC GLOBALE | Reprise des subventions + Legs | Valeur nette de sortie | Rédaction Actes de vente pour VNC > 0 (hors plantations) | Dépenses budgétaires compte 21... | |
|----------------------|-----------------------------|---------------------------------|---------------------|--------------------------------|------------------------|--|-----------------------------------|---------------------|
| | | | | | | | Sans décaissement (emprunt) | Payées au foyer |
| terrains plantations | 404,26 | - | 404,26 | - | 404,26 | - | | - |
| ALTA RIBA | 257 500,00 | 52 298,53 | 309 798,53 | 412 000,00 | - 102 201,47 | 1,00 | | 1,00 |
| BELUGA | 224 400,00 | 50 918,60 | 275 318,60 | 374 000,00 | - 98 681,40 | 1,00 | | 1,00 |
| BUENOS AYRES | 1 131 000,00 | 73 292,07 | 1 204 292,07 | 1 560 000,00 | - 355 707,93 | 1,00 | | 1,00 |
| CLAIR CASTEL | 500 000,00 | 97 002,20 | 597 002,20 | 800 000,00 | - 202 997,80 | 1,00 | | 1,00 |
| ROBINI | 252 000,00 | 49 657,12 | 301 657,12 | 420 000,00 | - 118 342,88 | 1,00 | | 1,00 |
| STUDIOS CHATEAUNEUF | 326 875,00 | 18 794,37 | 345 669,37 | 523 000,00 | - 177 330,63 | 1,00 | | 1,00 |
| VIRGINIE | 337 500,00 | 43 832,52 | 381 332,52 | 540 000,00 | - 158 667,48 | 1,00 | | 1,00 |
| LEGS DE VENCE | 698 109,75 | 14 414,75 | 712 524,50 | 962 910,00 | - 250 385,50 | 1,00 | | 1,00 |
| PALOMBIERE | 585 000,00 | 268 566,53 | 853 566,53 | - | 853 566,53 | 853 566,53 | | |
| POULIDO | 531 250,00 | 49 069,51 | 580 319,51 | - | 580 319,51 | 580 319,51 | | |
| CORALLINES | 163 170,16 | 71 902,77 | 235 072,93 | - | 235 072,93 | 235 072,93 | | |
| COURONNE D'OR | 164 892,64 | 333 950,45 | 498 843,09 | - | 498 843,09 | 498 843,09 | | |
| PARENTHESE | 3 464 982,31 | 91 517,89 | 3 556 500,20 | 734 500,00 | 2 822 000,20 | 2 822 000,20 | 971 250,00 | |
| Total | 8 637 084,12 | 1 215 217,31 | 9 852 301,43 | 6 326 410,00 | 3 525 891,43 | 4 989 810,26 | 971 250,00 | 2 554 641,43 |
| | | | | | | | | 3 525 891,43 |

suivi convention

En vert les villas acquises initialement à l'euro symbolique par le foyer de l'enfance

VNC au 31/12/2021 sauf pour Robini achetée au 21/10/2022

Article 3 : modalités de paiement

Le paiement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique par mandat administratif, au plus tard 30 jours après la transmission visée à l'article 5 ci après.

Article 4 : renonciation

Par les faits de la présente transaction et en application de l'article 2048 du Code civil selon lequel « Les transactions se renferment dans leur objet : la renonciation qui y est faite à tous droits, actions et prétentions, ne s'entend que de ce qui est relatif au différend qui y a donné lieu », les deux parties signataires déclarent renoncer à tout recours amiable, administratif ou judiciaire ultérieur relatif à cette opération d'acquisition immobilière et sa régularisation comptable.

Article 5 : caractère exécutoire de la présente transaction

La présente transaction deviendra exécutoire après sa transmission au représentant de l'État dans le Département au titre du contrôle de légalité.

Fait à NICE, le
(en un exemplaire original)

La Directrice générale du Foyer
de l'Enfance des Alpes Maritimes

Le Président
Pour le Président et par délégation